

TABLE DES MATIÈRES

Éducation postsecondaire: Stratégies canadiennes ?	3
LE DEVOIR : En bref - Éducation postsecondaire: recommandations rejetées - Édition du mercredi 12 décembre 2007	3
LA PRESSE : Éducation postsecondaire: Une stratégie pancanadienne est réclamée - Le mercredi 12 décembre 2007.....	3
THE GAZETTE – THE NATIONAL POST: Canadian students don't get top dollar from university degrees, report says - Wednesday, December 12, 2007	3
THE GLOBE AND MAIL : Postsecondary report calls for nationwide student IDs – Wednesday, December 12, 2007 at 5:06 AM EST	4
CYBERPRESSE : L'absence de direction en enseignement postsecondaire dénoncée - Le mardi 11 décembre 2007	4
CONSEIL CANADIEN SUR L'APPRENTISSAGE (CCA) : Un nouveau rapport révèle que l'absence d'un plan directeur en matière d'enseignement postsecondaire menacerait la prospérité du Canada - Une vaste coalition de dirigeants et d'éducateurs appuie les recommandations du second rapport annuel sur l'enseignement postsecondaire du Conseil canadien sur l'apprentissage – Mardi 11 décembre 2007	4
Novembre Décembre 2007: Commando-bouffe - Moyens de pression accrus	6
LE DROIT : L'association étudiante taxée de sexisme - Le jeudi 13 décembre 2007	6
LA PRESSE : Pas de stand du Collège militaire au cégep de Saint-Jérôme - Le jeudi 06 décembre 2007	6
LE SOLEIL : L'armée renonce à une présence au Cégep de St-Jérôme - Jeudi 06 décembre 2007	7
LE SOLEIL : Hausse des frais technologiques à l'Université Laval – Jeudi 06 décembre 2007.....	7
JOURNAL DE MONTRÉAL : Saint-Jérôme-Cégep : L'armée hisse le drapeau blanc – Jeudi 06 décembre 2007.....	7
MÉTRO : Courrier des lecteurs : parole d'anti-gel, par Jean-Olivier Roy, étudiant à l'Université de Montréal – Jeudi 06 décembre 2007.....	7
CYBERPRESSE : L'armée annule sa visite dans un cégep - Le mercredi 05 décembre 2007.....	7
LE DEVOIR : 1 ^{ère} page : Portes closes devant le commando-bouffe – Mercredi 05 décembre 2007.....	8
LA PRESSE : Des Robins des bois pris en chasse à Montréal - Le mercredi 05 décembre 2007	8
JOURNAL DE MONTRÉAL : Manifestation du « Commando bouffe » : Étouffée dans l'œuf – Mercredi 05 décembre 2007.....	10
MÉTRO : 1 ^{ère} page : Un commando-bouffe qui fait chou-blanc – Mercredi 05 décembre 2007.....	11
24 HEURES / LCN : Voler les riches pour aider les pauvres – Mercredi 05 décembre 2007	11
MÉTRO : Courrier des lecteurs : Le paradoxe de la solidarité, par Juilien Fecteau-Robertson, étudiant à l'Université de Montréal – Lundi 03 décembre 2007	11
JOURNAL DE MONTRÉAL : Santé : Poutine et hot-dogs au menu - Mise à jour: vendredi 30 novembre 2007, à 05:58.....	12
LE SOLEIL : Université Laval : Les étudiants refusent la hausse de cotisation – Jeudi 29 novembre 2007	12
LE SOLEIL : Un peu de tension au Cégep de Rimouski – Jeudi 29 novembre 2007	12
24 HEURES : Abolition des cégeps : La FECQ dénonce l'impertinence de Gilles Taillon – Jeudi 29 novembre 2007	13
CNW : FECQ : Abolition des cégeps - Réaction de la FECQ - La FECQ dénonce l'impertinence de Gilles Taillon – Mercredi 28 novembre 2007, à 07h05	13
CYBERPRESSE : L'ADQ nie vouloir abolir la formation préuniversitaire au cégep - Le mercredi 28 novembre 2007.....	14
LE DEVOIR : Éducation - Gilles Taillon est allé trop loin : L'ADQ nie vouloir abolir la formation préuniversitaire au cégep - Édition du mercredi 28 novembre 2007	14
FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL : Projet d'abolir les programmes préuniversitaires dans les cégeps : Une autre preuve de l'ignorance et de l'insuffisance de l'ADQ – Mardi 27 novembre 2007.....	14
FÉDÉRATION DES CÉGEPS : Réaction aux propose de l'ADQ sur l'abolition de la formation préuniversitaire : un débat stérile et d'arrière-garde – Mardi 27 novembre 2007	15
LE SOLEIL : L'ADQ veut abolir les programmes préuniversitaires des cégeps – Mardi 27 novembre 2007	15
JOURNAL DE MONTRÉAL : ADQ-Cégeps : À bas les programmes préuniversitaires – Mardi 27 novembre 2007.....	16
LA PRESSE : La Maison du prêt d'honneur vendue - Le samedi 24 novembre 2007	16
LE DEVOIR : UQAM: Claude Corbo, un recteur peu populaire - Édition du mercredi 21 novembre 2007	16
LA PRESSE : L'UQAM choisit Claude Corbo - Le mercredi 21 novembre 2007	17
CYBERPRESSE : Les étudiants se préparent à manifester - Le mardi 13 novembre 2007	17
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève à l'UQAM : Nuit mouvementée à Montréal - Mise à jour le mardi 13 novembre 2007 à 7 h 09 ..	17
LE DEVOIR : Opinion : Grève des étudiants de l'UQAM: deux crises, une mesure, par Éric Duhaime, Marie-Nathalie Martineau, Lyne Nantel et Julia Posca, Étudiants aux cycles supérieurs en sociologie à l'UQAM - Édition du mardi 13 novembre 2007.....	18
LE DEVOIR : Un grain de sable dans l'engrenage de la grève étudiante - Des collèges menacent de recourir à la loi 43 pour contrecarrer les plans du mouvement étudiant - Édition du mardi 13 novembre 2007	19
CYBERPRESSE : La police appelée à disperser des étudiants mécontents de l'UQAM - Le mardi 13 novembre 2007	21
LA PRESSE : Grève à l'UQAM: la classe s'installe dans la rue - Le mardi 13 novembre 2007	21
JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM : Corbo chahuté – Le futur recteur de l'université a aussi été bousculé et retenu contre son gré - Mise à jour: Mardi 13 novembre 2007, à 07:34	21
THE GAZETTE: Angry students swarm UQAM prof: Week-long strike. Prospective rector's austerity plan includes hikes in tuition and fees - Tuesday, November 13, 2007	22
MÉTRO: 1 ^{ère} page: Grève d'une semaine: des uqamiens dans la rue – Mardi 13 novembre 2007	23
MÉTRO: La parole ... à Hubert Gendron-Blais / La loi, c'est la loi – Mardi 13 novembre 2007.....	23
24 HEURES : 20000 étudiants en grève – Mardi 13 novembre 2007	24
ASSÉ : La grève étudiante à l'UQAM subit la répression policière – Lundi 12 novembre , à 15h42.....	24
CNW : ASSÉ : Répression politique contre les associations étudiantes en grève – Lundi 12 novembre 2007, à 10h15	24
LA PRESSE : Éditorial : Fiers de McGill, par André Pratte - Le dimanche 11 novembre 2007.....	25
LA PRESSE : Éditorial : Droits de scolarité: les ravages du gel, par Ariane Krol - - Le dimanche 11 novembre 2007.....	25
LE SOLEIL : Laval offrira plus de cours en anglais - Le samedi 10 novembre 2007.....	26
LE DEVOIR : En bref - D'autres étudiants en grève - Édition du vendredi 09 novembre 2007	26
LE SOLEIL : Déficit de 50 000\$ pour la CADEUL - Le vendredi 09 novembre 2007	26
24 HEURES : À l'UQAM la semaine prochaine : 15 000 étudiants seront en grève – Vendredi 09 novembre 2007	27
RADIO-CANADA / MONTRÉAL – QUÉBEC – BAS-SAINT-LAURENT : Droits de scolarité : Des étudiants dénoncent le dégel - Mise à jour le jeudi 8 novembre 2007 à 9 h 55.....	27
LE DEVOIR : Vote de grève à l'UQAM - Édition du jeudi 08 novembre 2007	27

LA PRESSE : Grève à l'UQAM la semaine prochaine - Le jeudi 08 nov 2007.....	28
LE SOLEIL : Méfaits contre les étudiants anglophones de Laval - Le jeudi 08 novembre 2007	28
JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Mandat de grève à l'UQAM - Mise à jour: 08/11/2007 09:08	28
LENOUVELLISTE : Les étudiants de l'UQTR se mobilisent - Le jeudi 08 novembre 2007	29
MÉTRO : UQAM : Grève étudiante – Jeudi 08 novembre 2007	29
24 HEURES : Grève à l'UQAM – Jeudi 08 novembre 2007	29
LE QUOTIDIEN : ÎLE DE LA RÉUNION : Quatre cégeps à la recherche d'étudiants - Le mercredi 07 novembre 2007	29
LE SOLEIL : Fin de la grève des étudiants en anthropologie - Le mardi 06 novembre 2007	30
LA TRIBUNE : Les étudiants veulent des bourses d'études municipales - Le mardi 06 novembre 2007.....	30
LA TRIBUNE : La hausse des droits de scolarité ferait fuir les étudiants, selon la FEUQ - Le mardi 06 novembre 2007	30
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Retour sur les bancs d'école - Mise à jour le lundi 5 novembre 2007 à 17 h 25	31
LE DEVOIR : La FEUQ sort ses propres chiffres - Édition du samedi 03 et du dimanche 04 novembre 2007.....	31
LA PRESSE : Droits de scolarité: la FEUQ ouvre la voie au compromis - Le samedi 03 novembre 2007	31
CYBERPRESSE : La FEUQ sort sa recherche sur les contributions étudiantes - Le vendredi 02 novembre 2007	31
LE DEVOIR : En bref - Pas d'armée dans mon cégep - Édition du jeudi 01 novembre 2007	32
LA PRESSE : Régime d'aide financière aux études : des fuites de 5 millions par an - Le jeudi 01 novembre 2007	32
MÉTRO : Opinion : Économie : La joke du Québec pauvre, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 1er novembre 2007	33
LE SOLEIL : Manif au cégep de Sainte-Foy sur la présence militaire en Afghanistan : Affrontement entre deux écoles de pensée – Jeudi 1er novembre 2007	33
MÉTRO : Photo : UQAM : Les étudiants manifestent – Jeudi 1er novembre 2007	34
MÉTRO : Brève : Recrutement : Pas dans ma cour – Jeudi 1er novembre 2007	34
RADIO-CANADA / ESTRIE : Manifestation étudiante à Sherbrooke : Six étudiants arrêtés - mise à jour le mercredi 31 octobre 2007 à 19 h 10	34
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Forces canadiennes : Des étudiants contre le recrutement - Mise à jour le mercredi 31 octobre 2007 à 14 h 25	35
CYBERPRESSE : Cégep de Ste-Foy: des étudiants s'opposent au recrutement de l'armée - Le mercredi 31 octobre 2007	35
LA TRIBUNE : Les étudiants se déguisent pour rendre visite à Charest - Le mercredi 31 octobre 2007	35
LCN / : Montréal : Manifestation près du pont Jacques-Cartier - Mise à jour : Mercredi 31 octobre 2007, à 10:53	35
CNW : FEUQ - MAGEUQAC : Dégel des frais de scolarité: Les associations étudiantes du Saguenay Lac-St-Jean se joignent au combat et accentuent la pression – Mercredi 31 octobre 2007, à 11h04	35

Éducation postsecondaire: Stratégies canadiennes ?

LE DEVOIR : En bref - Éducation postsecondaire: recommandations rejetées - Édition du mercredi 12 décembre 2007

Devoir Le

Québec rejette du revers de la main les recommandations du Conseil canadien sur l'apprentissage en faveur de la mise en place d'une stratégie pancanadienne sur l'éducation postsecondaire.

Selon le CCA, la production d'indicateurs standardisés sur la formation postsecondaire est utile pour assurer une bonne adéquation entre les besoins du marché du travail et l'offre de formation. Le président-directeur général du CCA, Paul Cappon, souligne qu'une stratégie canadienne s'impose pour éviter que le pays ne

perde son avantage concurrentiel, alors que 70 % des emplois créés d'ici 2015 nécessiteront une formation collégiale ou universitaire. Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, on rappelle que l'éducation est une compétence provinciale. «On ne souhaite pas de plan directeur pancanadien. Nous voulons assumer notre leadership en matière d'éducation, pour le développement économique du Québec, des régions, notamment par l'entremise des cégeps», précise l'attaché de presse de Mme Courchesne.

LA PRESSE : Éducation postsecondaire: Une stratégie pancanadienne est réclamée - Le mercredi 12 décembre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

Le Canada mettrait sa prospérité en péril en n'adoptant pas rapidement une stratégie nationale sur l'enseignement postsecondaire. Un [rapport du Conseil canadien sur l'apprentissage \(CCA\) \(Sommaire\)](#), dévoilé hier, s'inquiète des conséquences du «manque de vision» et de données disponibles sur la formation universitaire au moment même où la concurrence internationale devient de plus en plus forte.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada ont investi 36 milliards de dollars dans l'enseignement postsecondaire en 2006-2007. «C'est une somme non négligeable, et pourtant aucun but ou objectif n'a été établi pour ce secteur, ni aucun mécanisme permettant d'évaluer le rendement des investissements, déplore Paul Cappon, PDG du CCA. On ignore donc si cet argent est utilisé efficacement.»

Le CCA, organisme indépendant à but non lucratif financé en vertu d'une entente avec Ressources humaines et Développement social Canada, a déposé à pareille date l'an dernier [un premier document \[Sommaire 2006\]](#) dressant un portrait très sombre de l'avenir de l'éducation au pays. En un an, des gains «modestes» ont été réalisés, mais «les Canadiens ne trouveront guère de réconfort dans nos observations, remarque Paul Cappon. En l'absence d'un ensemble complet de données pancanadiennes pertinentes, il sera impossible de créer un secteur fructueux à long terme.» Or, selon ses estimations, 70% des emplois qui seront créés au Canada d'ici 2015 exigeront une formation de niveau postsecondaire. Le CCA a donc identifié sept domaines -comme le taux d'obtention d'un diplôme et les niveaux d'alphabétisation- pour lesquels des objectifs communs à toutes les provinces devraient être établis grâce, notamment, à la mise en place d'ici juin 2009 d'un code d'identification que les étudiants conserveraient tout au long de leur vie. Le Canada devrait aussi faciliter la reconnaissance des acquis et des diplômes d'une province à l'autre, puis se doter d'un système permettant de comparer le «rendement, l'efficacité et la compétitivité» de tous les établissements du pays.

Non à l'ingérence

Le rapport du CCA a reçu l'appui d'une vingtaine d'organisations oeuvrant dans le secteur de l'éducation mais d'aucune établie au Québec. Hier, le ministère de l'Éducation du Québec a rejeté en bloc les propositions mises de l'avant par le CCA. «L'éducation est de compétence provinciale et le restera. Alors aucun plan ou structure pancanadienne n'est souhaitable. On travaille déjà en collaboration avec les autres provinces avec le CMEC (Conseil des ministres de l'éducation du Canada) sur certains enjeux interprovinciaux. Cela suffit», a commenté Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre Michelle Courchesne.

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean-Patrick Brady, a émis des réserves semblables. «Les problématiques du réseau ont été bien identifiées, mais est-ce que les bonnes solutions sont proposées? Non. Le rapport recommande à mots couverts la création d'un ministère fédéral de l'Éducation, ce qui est inacceptable.»

M. Cappon s'est défendu d'avoir de telles intentions: «Le Canada n'a besoin de changement structurel ou constitutionnel mais d'une meilleure concertation entre les provinces». Il cite l'exemple de l'Union européenne dont les pays membres se sont dotés, en vertu des accords de Bologne, de certaines cibles communes en matière d'éducation, notamment sur le plan de l'investissement en recherche et développement. «Le fait que des systèmes soient un peu différents n'empêche pas que les choses soient définies de la même façon», a dit M. Cappon.

Mais la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université du Québec, qui repousse également la proposition du CCA, s'inquiète de ce désir d'établir des comparatifs entre les systèmes d'éducation de toutes les provinces et, par extension, entre tous les pays de l'OCDE. «C'est d'abord et avant tout la compétition que l'on souhaite développer, a relevé Cécile Sabourin, présidente de la FPPUQ. On travestit la mission des universités.»

Le CMEC, la Fédération des cégeps et la Confédération des recteurs et principaux des universités Québec (CREPUQ) n'ont pas commenté le rapport.

THE GAZETTE – THE NATIONAL POST: Canadian students don't get top dollar from university degrees, report says - Wednesday, December 12, 2007

JANICE TIBBETTS, CanWest News Service

Canada's \$36-billion-a-year system of post-secondary education is headed for decline unless the country pulls together to determine whether the sector is providing value for the money, including a probe into why one-quarter of university graduates earn less than the average high-school graduate, a report says.

The federally funded Canadian Council on Learning said yesterday that Canada has an "incomplete picture of the post-secondary

education landscape" that threatens the country's productivity on the global stage.

Canada, while it is an international leader in the number of students who obtain degrees, lacks the information to assess whether post-secondary institutions are providing the right programs to meet job-market demands, said the council, which called for a national strategy of objectives and benchmarks.



"Any complacency about Canada's positive record ... is misplaced, given that many countries have developed national strategies for collecting robust data, national goals and benchmarks and targets with which to measure progress toward those goals," said the annual report, entitled Post-Secondary Education in Canada.

"For the most part, the available data indicate that Canada continues to lag behind other jurisdictions, many of which have undertaken concerted post-secondary agendas to improve their prosperity and international competitiveness."

It is the second straight year that the council has highlighted Canada's failure to set benchmarks for monitoring the massive sector. [The report](#) cites Statistics Canada figures that show, among other things, that one out of every four graduates earns less than those who have only high-school educations.

"Canada must examine why so many (post-secondary education) graduates are earning below their expected potential and determine whether their skill sets are being under-utilized, thereby undermining potential gains," the report said.

THE GLOBE AND MAIL : Postsecondary report calls for nationwide student IDs – Wednesday, December 12, 2007 at 5:06 AM EST

ELIZABETH CHURCH

From Wednesday's Globe and Mail

Canada needs to create better ways of measuring the success of postsecondary education, including life-long student numbers for everyone, if it is to remain competitive, says [a new study on higher education](#).

The report, prepared by the Canadian Council on Learning, a federally funded non-profit agency, warns that without better methods for information-gathering and a national strategy, the country risks lagging behind other nations in its ability to assess and report on the performance of its colleges and universities.

It recommends a national system of student numbers as a key tool that would allow for better tracking of trends such as college and university dropout rates, transfers between institutions and the movement of individuals across jurisdictions.

"We think 45 per cent of students don't complete their studies, but we don't know what happens to them," CCL president Paul Cappon said. "We don't know, but it is a hugely important question."

British Columbia is the only province that uses individual numbers to monitor student movement within the postsecondary system. The Alberta government also is examining the idea of a province-wide number that would follow students wherever they go in the system, from kindergarten to graduate school.

Mr. Cappon said such a system would show if students who are now thought to not complete their studies actually switch institutions or return to finish at a later date. It also would show trends in adult learning, an important area given the changing demands of the workplace.

The report, Post-secondary Education in Canada: Strategies for Success, is the second annual report from the Ottawa-based organization. Like its first report, released at this time last year, it

laments the lack of co-ordination and cohesion in the Canadian system. This year, the group looks at the type of information that is needed and presses for the development of benchmarks.

The group's repeated cries for more national co-ordination of the postsecondary system is a sore point with many because education is a provincial responsibility. In response, the council makes the point that many countries with federal systems have national strategies for education to guide planning and policy and contrasts that with what it calls "Canadian incoherence."

"That doesn't stop Australia," Mr. Cappon said. "These are enormous issues that go beyond the jurisdiction of individual provinces."

Amanda Aziz, national chairwoman of the Canadian Federation of Students, said her group is concerned with the report's focus on linking postsecondary education to job training and trends in the labour market.

Paul Genest, president of the Council of Ontario Universities, said although education is a provincial responsibility, the federal government plays a role through its support of research, student aid and other programs. "This is just too important an area not to take action," he said. He noted Canada is falling behind other jurisdictions on measures such as the number of graduate degrees granted.

In the area of better collection of information, the report notes that since 1999 there has been very little data available on the community college system, including graduation numbers and faculty. It notes there also is little known about the use of part-time faculty at universities.

Today, the Council of Ministers of Education Canada and Statistics Canada are expected to release new numbers on education trends.

CYBERPRESSE : L'absence de direction en enseignement postsecondaire dénoncée - Le mardi 11 décembre 2007

La Presse Canadienne, Ottawa

Un rapport du Conseil canadien sur l'apprentissage avertit que si le Canada n'adopte pas, à l'instar de nombreux pays, une stratégie pancanadienne sur l'enseignement postsecondaire, il risque de mettre en péril sa prospérité et son avantage concurrentiel.

Le [second rapport annuel du Conseil \(Sommaire\)](#) examine ce secteur, incluant les universités, les collèges et les programmes d'apprentissage. Il conclut que le Canada ne dispose pas plus des structures que des pratiques ou des mécanismes nécessaires à l'optimisation de la contribution sociale et économique du secteur de l'enseignement postsecondaire.

Le rapport propose donc la mise au point d'un cadre pancanadien avec la participation de partenaires partout au pays; la mise au point et la mise en œuvre d'une stratégie de données pancanadiennes; aussi, l'établissement d'une série de points de repère permettant d'évaluer les progrès réalisés au Canada.

Paul Cappon, président-directeur général du Conseil canadien sur l'apprentissage, estime que 70 pour cent des emplois qui seront créés au Canada d'ici 2015 exigeront une formation de niveau postsecondaire.

Le Conseil canadien sur l'apprentissage est un organisme indépendant à but non lucratif financé en vertu d'une entente avec Ressources humaines et Développement social Canada.

CONSEIL CANADIEN SUR L'APPRENTISSAGE (CCA) : Un nouveau rapport révèle que l'absence d'un plan directeur en matière d'enseignement postsecondaire menacerait la prospérité du Canada - Une vaste coalition de dirigeants et d'éducateurs appuie les recommandations du second rapport annuel sur l'enseignement postsecondaire du Conseil canadien sur l'apprentissage – Mardi 11 décembre 2007

Ottawa, le 11 décembre 2007 – Le Conseil canadien sur l'apprentissage déclare, avec le soutien de diverses organisations

partout au pays, que si le Canada n'adopte pas, à l'instar de nombreux pays, une stratégie pancanadienne sur l'enseignement post-

secondaire (EP), il risque de mettre en péril sa prospérité et son avantage concurrentiel.

Cette mise en garde est formulée dans le second rapport annuel du CCA sur la situation de l'enseignement postsecondaire, [L'enseignement postsecondaire au Canada : Des stratégies pour réussir \(Sommaire\)](#) [voir aussi [le rapport 2006 : Un bilan positif, un avenir incertain - Sommaire 2006](#)], qui examine en profondeur ce secteur, incluant les universités, les collèges et les programmes d'apprentissage.

Le CCA conclut que le Canada ne dispose pas plus des structures que des pratiques ou des mécanismes nécessaires à l'optimisation de la contribution sociale et économique du secteur de l'enseignement postsecondaire.

Pour éviter que le Canada ne prenne du retard, il faut, selon le CCA, développer un plan directeur qui, à l'aide d'objectifs et de protocoles d'évaluation des progrès, fournira une orientation stratégique et des recommandations sur ce que le pays doit faire pour demeurer une force avec laquelle il faut compter sur la scène internationale.

Principales recommandations

La mise au point d'un cadre pancanadien avec la participation de partenaires en EP partout au pays;

La mise au point et la mise en œuvre d'une stratégie de données pancanadienne;

L'établissement d'une série de points de repère permettant d'évaluer les progrès réalisés au Canada.

Avantages d'une stratégie en matière d'enseignement postsecondaire pour les Canadiens

« On estime que 70 % des emplois qui seront créés au Canada d'ici 2015 exigeront une formation de niveau postsecondaire, explique Paul Cappon, président-directeur général du Conseil canadien sur l'apprentissage. Pour cette raison, et bien d'autres, nous croyons fermement qu'une stratégie pancanadienne en matière d'EP est essentielle pour assurer la compétitivité du Canada sur le marché mondial et préserver notre qualité de vie. »

Une telle stratégie offrirait une approche pragmatique favorisant la mobilité, l'efficacité, l'efficacité et l'équité d'un océan à l'autre, tout en présentant des avantages pour toutes les couches de la société. Plus particulièrement :

Pour les apprenants : des renseignements plus complets sur les occasions, de meilleurs choix et un apprentissage adapté

Pour les institutions : des programmes améliorés et mieux adaptés

Pour les gouvernements : un meilleur accès à l'information à l'échelle du pays et une planification plus efficace

Pour les entreprises et les syndicats : une capacité accrue à prévoir les changements de main-d'œuvre au Canada et à y réagir.

L'importance de la participation du milieu de l'EP

[Plus de 20 organisations](#), incluant des universités, des collèges, des associations étudiantes, des entreprises et des syndicats, s'entendent sur l'urgence d'adopter un cadre pancanadien en matière d'enseignement postsecondaire au Canada.

« Il est à la fois lamentable et irresponsable que le Canada présente la plus faible collecte de données sur l'éducation parmi les pays de l'OCDE, et qu'il n'ait pas encore élaboré de stratégies, de mesures et d'objectifs pancanadiens en matière d'enseignement postsecondaire », déclare Jim Knight, président de l'Association des collèges communautaires du Canada, au nom des collèges canadiens.

« Le rapport du CCA représente un excellent fondement pour adopter des mesures au Canada. Nous pressons les décideurs de tous les échelons de mettre en œuvre une stratégie canadienne en

matière de compétences et de faire du comblement des lacunes une priorité. »

M. Paul Genest, président du Conseil des universités de l'Ontario, déclare, concernant les stratégies proposées par le CCA, que « les universités de l'Ontario se réjouissent de la recommandation du Conseil canadien sur l'apprentissage en ce qui concerne l'adoption d'une stratégie pancanadienne sur l'éducation et la recherche postsecondaires ».

« L'enseignement supérieur et la recherche sont essentiels à l'augmentation de la productivité et permettent au Canada de demeurer concurrentiel sur le plan économique. Leur contribution au développement culturel, à l'élaboration de politiques gouvernementales et à la promotion de l'engagement civique n'est plus à démontrer. Un ensemble fiable d'indicateurs de rendement et de qualité aidera à favoriser l'excellence de l'enseignement et de la recherche dans notre système d'éducation postsecondaire. »

Le CCA reconnaît que toute approche pancanadienne en matière d'EP doit être complémentaire au modèle provincial existant et respecter l'autonomie des établissements.

En fait, le rapport [Des stratégies pour réussir](#) recommande de tabler sur ce que les gouvernements provinciaux ont déjà réalisé.

Selon Geoff Plant, conseiller spécial de Campus 2020, un rapport exécuté sur demande du gouvernement de la Colombie-Britannique sur l'avenir de l'enseignement postsecondaire dans cette province, le CCA nous met au défi d'aller au-delà des frontières provinciales et d'entamer la discussion à l'étendue du Canada sur notre vision, nos buts et nos objectifs communs en matière d'enseignement postsecondaire ainsi que sur le besoin pressant de collaboration et de coordination partout au pays.

« Le grand soutien manifesté à l'égard du rapport prouve que le CCA n'est pas le seul à poser de telles questions, ajoute M. Cappon. L'heure est venue pour tous les partenaires en EP de travailler ensemble vers l'élaboration de stratégies, d'objectifs et de structures d'information cohérentes qui permettront au secteur de l'EP du Canada de répondre aux exigences de l'économie du XXI^e siècle. Pour que ce secteur se démarque, nous devons aller de l'avant sans jamais perdre de vue la situation ni les objectifs que nous nous sommes fixés. »

-30-

À sujet du CCA

Le Conseil canadien sur l'apprentissage est un organisme indépendant à but lucratif financé en vertu d'une entente avec Ressources humaines et Développement social Canada. Il a pour mission de favoriser et de soutenir la prise de décisions fondées sur des éléments objectifs en ce qui concerne l'apprentissage à tous les stades de la vie, depuis la petite enfance jusqu'au troisième âge.

Orientations futures

L'enseignement postsecondaire au Canada : Des stratégies pour réussir est le deuxième rapport annuel sur l'EP publié par le CCA. Les rapports qui suivront feront le point sur les données et les analyses déterminantes concernant la participation, la réussite, l'accès, la qualité, les résultats ainsi que les avantages de créer une base d'information et de suivre les changements au fil du temps. Le prochain rapport, prévu pour l'automne 2008, analysera de plus près les principales priorités en matière d'enseignement postsecondaire en vue de contribuer au dialogue pancanadien sur les stratégies de réussite.

Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec :

Kelly Ouimet, Spécialiste des communications principale, Conseil canadien sur l'apprentissage : 613 786-3230, poste 242 - kouimet@ccl-cca.ca

Novembre Décembre 2007: Commando-bouffe - Moyens de pression accrus

LE DROIT : L'association étudiante taxée de sexisme - Le jeudi 13 décembre 2007



Le concept publicitaire retenu par l'AGE afin d'annoncer la fête de vendredi présente un corps de jeune femme, mince et légèrement vêtue, qui semble être en train de danser.

Photo : Étienne Ranger, Le Droit

Mathieu Bélanger, Le Droit

L'Association générale des étudiants (AGE) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) est accusée de réduire le corps de la femme à un objet servant à la promotion du party de fin de session.

Le concept publicitaire retenu par l'AGE afin d'annoncer la fête de vendredi présente le corps d'une jeune femme, mince et légèrement vêtue, qui semble être en train de danser.

"Que l'exécutif de cette association de défense des droits des étudiants utilise une image stéréotypée et dégradante de la fem-

me dans le but de mousser un party de fin de session est particulièrement choquant, affirme Valérie Simard, étudiante en sciences sociales à l'UQO. C'est une technique de marketing qui n'a pas sa place dans une université. Le but d'un tel événement est de rassembler l'ensemble des étudiants sans considération de la couleur de leur peau, de leur taille et de leur poids, de leur look ou de leur sexe."

Selon Valérie Simard, la communauté universitaire de l'UQO a un devoir en tant que jeunes intellectuels, porteur de certains idéaux, de ne pas contribuer à la répétition et à la reproduction de modèles sexistes et à la division stéréotypée des genres.

Le président de l'AGE, Patrick Robert-Meunier, admet que l'association a pris une "décision un peu trop rapide" quand est venu le temps de choisir un concept publicitaire pour le party de fin de session. "On ne s'attendait toutefois pas à ce genre de plainte", a-t-il ajouté.

"Nous n'appuyons par l'exploitation de la femme comme objet et notre but n'était pas de donner une image dégradante de la femme, mais d'imager un party house avec des gens qui s'amusent. Nous reconnaissons notre erreur et nous ferons plus attention la prochaine fois."

M. Robert-Meunier a toutefois souligné qu'il y a plusieurs attaques liées à des conflits de personnalité actuellement à l'UQO. "C'est quand même un peu comique de voir que les gens qui ont déposé une plainte contre cette publicité sont les mêmes personnes qui dénoncent tout et rien à la fois depuis que nous formons le nouvel exécutif de l'AGE."

Valérie Simard demande à ce que la publicité "sexiste" soit retirée des murs de l'UQO, une demande jugée impossible à respecter par M. Robert-Meunier, étant donné le peu de temps restant avant la tenue du party de fin de session.

LA PRESSE : Pas de stand du Collège militaire au cégep de Saint-Jérôme - Le jeudi 06 décembre 2007

Hugo Fontaine, La Presse

Les Forces armées canadiennes brillent par leur absence hier lors d'une foire universitaire au cégep de Saint-Jérôme. Il pourrait s'agir d'une conséquence de la campagne d'opposition au recrutement militaire menée par le Centre de ressources sur la non-violence.

Comme plusieurs autres institutions universitaires, le Collège militaire royal de Kingston (CMR) participe à une tournée des cégeps organisée par l'Association québécoise d'information scolaire et professionnelle. Mais le Collège n'a pas monté de stand pour la visite à Saint-Jérôme.

«Ça n'a pas été annulé par l'armée», soutient le major Guy Paquin, commandant du Centre de recrutement des Forces armées canadiennes à Montréal. «La direction nous a dit de ne pas nous présenter.»

Le directeur des communications du cégep de Saint-Jérôme, Jacques Moisan, indique plutôt que c'est le CMR qui a choisi de ne pas y être. «Après consultation, nous avons fait savoir aux gens du

Collège militaire qu'il y avait peu d'intérêt du côté des étudiants», dit-il.

Campagne fructueuse

Peu importe les raisons de l'absence de l'armée, l'organisateur de la campagne antirecrutement, Alexandre Vidal, s'est réjoui du résultat. "L'école n'est pas un lieu où l'activité militaire doit être promue", dit-il. L'objectif de la campagne est de mettre un terme au recrutement dans les écoles et de "montrer l'envers de la médaille d'une carrière militaire", précise M. Vidal.

Selon lui, près de 25 associations étudiantes ont déjà manifesté leur opposition à la présence des Forces armées dans les murs de leurs institutions. Des activités de perturbation ont déjà eu lieu dans trois cégeps ainsi qu'à l'Université du Québec à Chicoutimi.

La campagne de recrutement 2007-2008 des Forces armées canadiennes se poursuit jusqu'au 31 mars. L'objectif national est de 12 000 soldats, dont 6000 réservistes. Dans la région de Montréal, le major Guy Paquin estime qu'il dépassera son objectif de 1668 enrôlements.

LE SOLEIL : L'armée renonce à une présence au Cégep de St-Jérôme – Jeudi 06 décembre 2007

extirper la victime de la carcasse de sa voiture. Le jeune homme a été transporté à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, où il repose dans un état critique. *Elisabeth Fleury*

L'armée renonce à une présence au Cégep de St-Jérôme

MONTRÉAL — Les Forces armées canadiennes auraient renoncé à installer un stand d'information au Cégep de Saint-Jérôme, au nord de Montréal, en raison des activités de perturbation étudiantes prévues hier, selon le Centre de

ressources sur la non-violence, opposé au recrutement militaire dans les écoles. Les manifestations prévues allaient du *die-in* théâtral, où les étudiants se couchent sur le sol pour simuler les pertes canadiennes, à la distribution de tracts et la mise sur pied d'un «contre-kiosque», diffusant des informations opposées aux Forces armées. Ce serait la première fois que les Forces armées annuleraient une activité de recrutement en raison de manifestations étudiantes depuis le lancement de la campagne contre le recrutement dans les écoles, en août dernier. *La Presse Canadienne*

Hausse des frais technologiques à l'Université Laval

→ Déjà frappés par le dégel des droits de scolarité de 500 \$ en cinq ans, les étudiants de l'Université Laval devront encaisser une hausse des droits technologiques de 100 \$ par année. Jusqu'à maintenant, les universitaires s'en tiraient à très bon compte, à 1,65 \$ par crédit, alors que la moyenne des universités québécoises tourne autour de 5 \$ par crédit pour les droits technologiques. L'Université Laval a décidé de re-

hausser à 5,05 \$ du crédit, soit 151,50 \$ pour une année de cours de 30 crédits. L'Université a besoin de fonds supplémentaires pour mettre en place son projet d'environnement numérique d'apprentissage (ENA), au coût de 13,2 millions \$, une gigantesque plateforme Web qui contiendra autant les plans de cours que les dossiers des 38 000 étudiants et leurs courriels. L'Université Laval tiendra un référendum — consultatif uniquement — à ce sujet au cours des prochaines semaines. L'augmentation devrait être en vigueur à l'automne 2008.

Isabelle Mathieu

JOURNAL DEMONTRÉAL : Saint-Jérôme-Cégep : L'armée hisse le drapeau blanc – Jeudi 06 décembre 2007

SAINT-JÉRÔME | CÉGEP

L'armée hisse le drapeau blanc

Chahutés par des étudiants au cours des dernières semaines lors d'activités d'information, des recruteurs des Forces armées canadiennes ont annulé leur participation à une foire étudiante, hier, au Cégep de Saint-Jérôme.

JEAN-PHILIPPE PINEAULT
Le Journal de Montréal

Farouchement opposée à toute présence militaire, l'association étudiante de l'institution s'était prononcée contre la venue des représentants du Collège militaire royal.

«La direction du cégep avait été contactée pour lui demander d'intéresser le kiosque de l'armée», a expliqué Alexandre Vidal, responsable du Centre de ressources sur la non-violence.

En fermant ainsi la porte aux recruteurs, les étudiants soutenaient «dénoncer les investissements militaires se produisant au détriment de l'accessibilité de l'éducation».

Une série de coups d'éclat avaient été organisés au cas où les recruteurs se seraient présentés à la foire, où étaient représentés 15 établissements d'enseignement.

Ce n'était pas la première fois que des étudiants manifestaient leur opposition à la présence militaire dans les murs des écoles.

L'Université du Québec à Chicoutimi et les collèges de Maisonneuve, de Sainte-Roy et de Saint-Hyacinthe ont tour à tour été le théâtre d'activités de perturbation des étudiants ces dernières semaines.

Des étudiants ont empêché des militaires d'y donner des séances d'information, notamment en imitant des victimes sur un champ de bataille en se couchant sur le sol.

Démocratique

En empêchant les recruteurs de l'armée de livrer leur information à la population étudiante, l'association étudiante n'a pas brimé les droits des jeunes qui auraient pu être intéressés, juge Alexandre Vidal.

«C'était démocratique. Tout le monde pouvait venir voter à l'assemblée étudiante», dit-il.

Directeur des communications au Cégep de Saint-Jérôme, Jacques Moisan explique que l'établissement a jugé juste de se plier à la volonté de la majorité. «Pour les élèves qui voudront de l'information, nous mettrons de la documentation à leur disposition», dit-il.

jpineault@journalmt.com

MÉTRO : Courrier des lecteurs : parole d'anti-gel, par Jean-Olivier Roy, étudiant à l'Université de Montréal – Jeudi 06 décembre 2007

Courrier des lecteurs

Parole d'anti-gel

ÉDUCATION. Julien Fecteau Robertson, qui écrivait dans vos pages contre le dégel des droits de scolarité, décriait l'égoïsme des étudiants qui n'adhèrent pas à sa cause.

Pourtant, nos universités sont ruinées, incapables d'embaucher de nouveaux professeurs. À long terme, c'est la qualité de l'enseignement de tous les

étudiants qui sera affectée. Des universités d'ailleurs au Canada sont en pleine ébullition, embauchent une relève dynamique, tandis que les universités québécoises déclinent.

Par ailleurs, le traditionnel argument de l'accessibilité des études ne tient pas. Il n'y a, étonnamment, aucune corrélation entre les frais de scolarité et l'éducation chez

les gens à faibles revenus. Le Québec, comparé aux autres provinces, même s'il a les frais de scolarité les moins élevés, a toujours le pourcentage le plus bas de diplômés universitaires, et les gens à faibles revenus n'y sont pas plus éduqués qu'ailleurs.

C'est ainsi qu'avec les faibles droits de scolarité nous risquons que nos

universités continuent de perdre de plus en plus de leur qualité, sans augmenter réellement leur accessibilité.

Un réinvestissement gouvernemental serait évidemment salutaire, mais avant l'éducation, d'autres secteurs tels la santé demeurent plus urgents.

JEAN-OLIVIER ROY, ÉTUDIANT
À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

CYBERPRESSE : L'armée annule sa visite dans un cégep - Le mercredi 05 décembre 2007



La Presse Canadienne, Montréal

Les Forces armées canadiennes auraient renoncé à installer un kiosque d'information au cégep de Saint-Jérôme, au nord de Montréal, en raison des activités de perturbation étudiantes prévues mercredi, selon le Centre de ressources sur la non-violence, opposé au recrutement militaire dans les écoles.

Les manifestations prévues allaient du «die-in» théâtral, où les étudiants se couchent sur le sol pour simuler les pertes canadiennes, à la distribution de tracts et la mise sur pied d'un «contre-kiosque», diffusant des informations opposées aux Forces armées.

Ce serait la première fois que les Forces armées annuleraient une activité de recrutement en raison de manifestations étudiantes depuis le lancement de la campagne contre le recrutement dans les écoles, en août dernier, selon son organisateur, Alexandre Vidal.

Il affirme que près de 25 associations étudiantes collégiales et universitaires auraient adopté une résolution en assemblée générale contre la présence des Forces armées dans leur établissement.

Le Centre de ressources sur la non-violence accuse l'armée de passer sous silence certaines clauses du contrat d'engagement au moment du recrutement.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Portes closes devant le commando-bouffe – Mercredi 05 décembre 2007



Dix ans plus tard, les policiers changent de tactique. En 1997, un commando-bouffe dénonçant les «festins de riches» avait réussi une opération spectaculaire pour subtiliser de la nourriture dans un buffet du chic hôtel Reine-Elizabeth, à Montréal. Remettant le coup hier, les participants du commando se sont toutefois heurtés aux portes closes de plusieurs hôtels, gardés de près par les policiers qui se tenaient à l'intérieur. C'est le Comité des sans-emploi Montréal-centre qui a organisé cette nouvelle action visant à mettre en avant le problème de la faim au Québec, alors que plus de 275 000 familles ont recours chaque mois aux banques alimentaires pour se nourrir. Une personne a été arrêtée durant les manifestations.

LA PRESSE : Des Robins des bois pris en chasse à Montréal - Le mercredi 05 décembre 2007

Ariane Lacoursière, La Presse

Des manifestants contre la pauvreté ont tenu les policiers en haleine pendant près de trois heures, hier après-midi, à Montréal. Narguant les forces de l'ordre, plus de 300 personnes ont parcouru les rues du centre-ville à bord d'autobus jaunes dans le but d'aller «voler la nourriture des riches pour la redonner aux pauvres». Trois hôtels de luxe étaient dans la ligne de mire des manifestants.

Le Comité des sans-emploi, qui organisait l'événement, voulait ainsi «dénoncer le fait que la richesse est concentrée entre les mains des plus riches, alors que des milliers de pauvres crèvent de faim». «Chaque année, 275 000 personnes utilisent les banques alimentaires au Québec, dont plusieurs travailleurs qui ne gagnent pas assez d'argent pour vivre. Il est temps que les riches s'intéressent aux pauvres toute l'année, pas juste à Noël», a déclaré François Giguère, porte-parole du Comité des sans-emploi.

Vers midi, des dizaines de manifestants sont montés à bord de huit autobus garés dans le quartier Centre-Sud pour se diriger vers une destination inconnue. Des dizaines de policiers ont suivi le cortège de près.

Les manifestants se sont tout d'abord immobilisés devant l'hôtel Reine-Elizabeth. Une vingtaine de personnes formant un «commando-bouffe» ont tenté d'entrer dans le restaurant de l'hôtel pour s'emparer du buffet. «Mais c'était fermé avec des chaînes et il y avait beaucoup de policiers», a expliqué Catherine Fortin, qui faisait partie du commando.

Les autobus sont ensuite repartis vers une autre destination. À bord d'un des véhicules, Monique, résidente de La Prairie, était fière de prendre part à l'événement. «Je souffre de diabète, de fibromyalgie et d'arthrose. Je ne peux pas travailler. Je reçois 800\$ d'aide sociale par mois, mais après avoir payé mon logement et mes comptes, je n'ai presque plus d'argent pour manger. D'autres personnes sont dans ma situation et il faut le dénoncer», a-t-elle dit.

Le deuxième arrêt s'est effectué au Marriott Château Champlain. Mais le commando-bouffe a de nouveau été débouté. Les manifestants sont aussitôt repartis vers leur ultime destination: l'hôtel des Gouverneurs de la Place Dupuis.

Une arrestation

Là-bas, le commando est parvenu à se faufiler jusqu'au restaurant. «On a pris des pains et de la salade. On était en train de sortir quand les policiers et les gardiens de sécurité sont intervenus. Ils nous ont frappés. On a échappé la nourriture par terre et on est sortis. C'est déplorable de voir que les policiers aiment mieux gaspiller la nourriture plutôt que la donner aux pauvres», a dit Mme Fortin.

Un seul manifestant a été arrêté. «Il s'agit d'un jeune homme de 21 ans qui fait face à des accusations de voies de fait et de méfait», a affirmé Annie Lemieux, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

La foule n'a pas été découragée par l'intervention policière. Les 300 manifestants sont descendus des autobus pour marcher vers

le complexe Desjardins. Ils sont entrés dans l'établissement et ont scandé des slogans pendant quelques minutes avant de se disperser. En fin de journée, le SPVM et les organisateurs de la manifes-

tation estimaient tous deux que l'événement s'était « somme toute bien déroulé ».



Le Comité des sans-emploi a organisé une manifestation hier au centre-ville pour « dénoncer le fait que la richesse est concentrée entre les mains des plus riches, alors que des milliers de pauvres crèvent de faim »

Photo Alain Roberge, La Presse

MANIFESTATION DU « COMMANDO BOUFFE »

Étouffée dans l'œuf

Trois cents manifestants ont tenté de répéter le coup d'éclat du « commando bouffe » au Reine-Élisabeth en 1997 en voulant s'emparer, hier midi, du buffet pour dénoncer l'écart toujours grandissant entre les pauvres et les riches.

JEAN MAURICE DUDDIN

Le Journal de Montréal

La démarche du Comité des sans-emploi Montréal-centre a toutefois été facilement déjouée par les policiers de Montréal. Ces derniers avaient même pris la peine de les aviser

avant leur tentative de ne pas s'y risquer, prétend l'un des porte-parole du mouvement, François Giguère.

À bord de six autobus scolaires mobilisés au coût de 200\$ chacun et payés à même des dons et contributions volontaires, les 300 manifestants ont tenté d'investir le Reine-Élisabeth vers midi 30.

Les policiers les y attendaient en grand nombre. Le cortège d'autobus était d'ailleurs escorté par une dizaine d'autos-patrouilles dans le centre-ville enneigé.

Les six autobus ont alors repris la route vers le Marriott, encore là sans succès. De-

vant la rapidité des policiers, les manifestants ont finalement abdiqué. Ils sont retournés à leur point de départ, près de l'Auberge des gouverneurs.

Là, le cortège d'autobus s'est transformé en manifestation à pied sur le boulevard De Maisonneuve.

Un petit groupe a tout de même réussi à se faufiler dans l'hôtel mais a été intercepté au restaurant de l'établissement. Un jeune manifestant a été arrêté pour voies de fait contre un employé de l'hôtel et pour méfait, précise l'agente Annie Lemieux du service de police.

Discours

Les manifestants ont terminé leur journée en se dirigeant vers le complexe Desjardins, où plusieurs discours ont été prononcés. Ils se sont par la suite dispersés sans qu'aucune casse ni arrestation ne survienne.

Les marchands à l'intérieur du complexe n'avaient pas pris de chance et avaient fermé boutique. Tout a réouvert dès que les manifestants ont quitté les lieux.

Quant au porte-parole des manifestants, M. Giguère, il soutenait que la démarche avait quand même atteint son but, soit attirer l'attention du public - par les médias - sur le fait que l'écart entre les plus démunis et les gens de la classe moyenne s'est encore accentué par rapport aux riches au cours de la dernière décennie.

■ En 1997, les 108 manifestants qui avaient participé au coup d'éclat au restaurant du Reine-Élisabeth avaient été arrêtés, sans résistance, après avoir sorti les plats du buffet et se les être répartis entre eux, dans la rue.



PHOTO PASCAL RATTÉ

■ Les manifestants ont eu beau tenter de jouer au chat et à la souris avec les policiers, ils n'ont pas réussi à déjouer leur vigilance.

Un commando-bouffe qui fait chou-blanc



Comité des sans-emploi Montréal-Centre, organisateur de la manifestation.

Des coups ont été échangés et au nombre de commando a été arrêté. Il s'agit d'un jeune homme de 21 ans qui sera accusé de méfaits et de vol de fribs sur un employé de l'Hôtel Gouverneur.

Un peu plus tôt, les 12 membres du commando étaient: été retrouvés dans les hôtels Marriott et Reine Elizabeth.

«Chaque mois, 275 000 familles ont recours aux banques alimentaires, a déclaré François Ciguère. Pourtant, 13 % d'entre elles ont un emploi, mais ces gens n'auraient pas à subvenir à leurs besoins.»

Comité des sans-emploi Montréal-Centre, organisateur de la manifestation.

Un plan de salade et c'est tout. Des militants, portés par les boîtes de grands hôtels montréalais du centre-ville pour dénoncer la pauvreté grandissante, ont reçu un accueil hostile hier.

«Le commando a été arrêté par la police et les stabilisateurs vus à l'œil nu sur les dents, a déclaré François Ciguère, un militant, particulièrement à l'hôtel Gouverneur, a raconté François Ciguère, porte-parole du Comité des sans-emploi.

24 HEURES / LCN : Voler les riches pour aider les pauvres – Mercredi 05 décembre 2007

LCN
Le Comité des sans-emploi Montréal-Centre a tenté de mener des "commandos bouffe" dans trois hôtels hier midi. Leur objectif était de voler de la nourriture aux plus riches pour la donner aux pauvres. Un jeu du chat et de la souris a d'abord eu lieu dans les rues de Montréal entre les manifestants et la police. Les quelque 300 par-

ticipants ont d'ailleurs échoué leurs tentatives au Reine Elizabeth et au Marriott, mais ils ont réussi à pénétrer dans l'hôtel des Gouverneurs. Des individus ont tenté de prendre de la nourriture dans un buffet et auraient eu une altercation avec des employés. La police est intervenue et a procédé à une arrestation. Il y a 10 ans, une manifestation semblable avait eu lieu au restaurant de l'hôtel Reine Elizabeth.

MÉTRO : Courrier des lecteurs : Le paradoxe de la solidarité, par Julien Fecteau-Robertson, étudiant à l'Université de Montréal – Lundi 03 décembre 2007

Courrier des lecteurs

Le paradoxe de la solidarité

ÉDUCATION. En réponse à «Manifestation étudiante: bienvenue dans le paradoxe» d'Al Natan Berkeley, publié dans l'édition du 26 novembre du *Métro*.

Les associations étudiantes, en raison de leur mode de fonctionnement, sont sans doute parmi les institutions les plus démocratiques qui soient. Elles sont ainsi à même de défendre fidèlement et adéquatement les intérêts de leurs membres. Il arrive que la défense de ces intérêts nécessite une suspension de cours, voire une grève.

L'actuelle attaque que mène le gouvernement Charest contre notre

accessibilité aux études justifie de tels recours. C'est du moins ce que plusieurs associations partout au Québec ont décidé, démocratiquement. En de telles circonstances, une association doit pouvoir compter sur la solidarité de ses membres pour que les classes soient désertées et les rues remplies.

Rien ne me révolte davantage que l'égoïsme de trop nombreux étudiants qui préfèrent assister à leur cours plutôt que de se battre pour que les moins favorisés puissent jouir du même droit.

Non, je crois qu'il y a quelque chose qui me hérisse encore plus. Il est devenu impossible de parler avec un étudiant en abordant le sujet du dégel,

de l'accessibilité ou de la grève sans se faire ressortir sans cesse les mêmes arguments de «je-me-moi»: «MOI je ne veux pas manquer mon cours», «MOI je peux payer mes frais», «MOI j'aurai un bon emploi à la fin de mes études».

Et la cause dans tout ça? Quand entendrez-vous un étudiant vous parler au «Nous»? «NOUS n'avons pas tous les mêmes chances», «NOUS voulons un accès aux études en fonction de nos talents et non de notre portefeuille», «NOUS voulons une éducation de qualité dont la seule valeur n'est pas la formation à des fins financières».

De plus, ce combat, nous ne le menons pas seulement pour nous,

mais pour nos petits frères, petites sœurs, jeunes cousins ou cousines, pour nos enfants qui auront eux aussi à payer toujours de plus en plus cher pour une éducation de moins en moins accessible. C'est ça, la solidarité, et je ne vois rien de paradoxal là-dedans.

**JULIEN FECTEAU-ROBERTSON,
ÉTUDIANT À L'UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL**

À vos appareils!

Amoureux de Montréal? Envoyez-nous vos plus belles photos de la ville ainsi qu'un court texte explicatif pour la section Points de vue sur la ville à l'adresse ci-dessous.

opinions@metronouvelles.com

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal

Affirmant prendre le «virage santé», le ministère de l'Éducation vient d'adopter une nouvelle politique alimentaire pour les cégeps et les universités qui leur permet... de vendre de la poutine et des hot-dogs.

Alors que la malbouffe a officiellement été bannie des écoles primaires et secondaires cet automne, les étudiants du réseau post-secondaire pourront continuer d'accumuler les calories et le gras à la cafétéria.

«On a affaire à des jeunes adultes. L'approche qui a été privilégiée est d'offrir le choix plutôt que de faire de la répression», explique Guy-Aume Descôteaux, vice-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) qui a participé à l'élaboration de la politique.

À défaut d'interdire la malbouffe, le «cadre de référence» qui a été dévoilé mercredi en catimini établit neuf orientations, comme l'instauration d'une politique alimentaire dans les établissements.

Offrir des vrais plats santé

La politique destinée aux 450 000 cégépiens et universitaires vise à ce que les établissements scolaires favorisent de véritables plats santé et non pas des repas qui en ont simplement l'apparence.

«On fait état d'un manque d'information sur la valeur nutritive des aliments vendus et du galvaudage du concept de menus santé, à savoir s'ils le sont vraiment et ce que devrait contenir un menu santé», fait-on valoir dans le document.

Les cégeps et les universités devraient aussi mettre en place des activités de sensibilisation et de promotion en rapport avec une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif.

Plus de supports à vélos

La politique des saines habitudes de vie vise aussi à ce que les étudiants soient plus actifs physiquement.

Pour favoriser les modes de déplacement actifs, les auteurs du document suggèrent aux administrations d'augmenter le nombre de supports à vélo, de les rendre plus sécuritaires et de les mettre à l'abri des intempéries.

«Ça varie d'un endroit à l'autre, mais il faut qu'il y en ait suffisamment», dit M. Descôteaux.

5 extraits de la politique

Augmenter le nombre de supports à vélos et les rendre plus sécuritaires et à l'abri des intempéries.

Maintenir, voire améliorer l'offre de menus santé à bas prix, équivalent ou inférieur à celui des autres menus.

Renforcer les activités d'information, de

promotion et de sensibilisation en matière de saine alimentation, comme des cours de cuisine et des ateliers sur les choix santé.

Élaborer un guide de classification des menus qui tient compte du Guide alimentaire canadien.

Accroître l'accessibilité aux vestiaires sportifs et en informer la clientèle visée.

LE SOLEIL : Université Laval : Les étudiants refusent la hausse de cotisation - Jeudi 29 novembre 2007

UNIVERSITÉ LAVAL

Les étudiants refusent la hausse de cotisation

→ Les étudiants de l'Université Laval ont refusé la hausse de 50 % de la cotisation que leur réclamait la Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), qui représente le premier cycle. Lors d'un référendum organisé sur le campus lundi et mardi, 50,75 % des votants ont dit non à la hausse de 3,50 \$ de la cotisation à la CADEUL, plafonnée depuis 10 ans à 6,50 \$. Environ 15 % des 28 000 étudiants de premier cycle ont voté. Ce résultat n'arrange en rien les finances de la CADEUL, sur la corde raide avec un déficit de 50 000 \$ pour la dernière année financière. L'exécutif de la CADEUL n'a pas caché qu'advenant un refus de ses membres, il devrait couper dans divers postes budgétaires, comme l'attaché politique, la recherche et des subventions aux projets étudiants. L'an dernier, la CADEUL a reçu 625 000 \$ en cotisations des étudiants de l'Université Laval. Par ailleurs, les étudiants ont accepté que la somme de 5 \$ qu'ils versaient depuis 1989 à la Fondation de l'Université Laval pour la construction du pavillon de services Desjardins, soit redirigée vers le projet du Super PEPS et la construction d'une halte-garderie.

Isabelle Mathieu

LE SOLEIL : Un peu de tension au Cégep de Rimouski - Jeudi 29 novembre 2007

Un peu de tension au Cégep de Rimouski

RIMOUSKI — L'annonce simultanée du départ, au printemps 2008, de Raymond Giguère, directeur général du Cégep de Rimouski, et le dépôt d'une motion de blâme envers le directeur général par le syndicat des enseignants de cette institution n'est que pure coïncidence. Mais il y a une «tension sur les orientations de gestion et une absence de transparence de la direction générale», soutient Claude Gaudreau, représentant des enseignants. «C'est une coïncidence. Il n'y a pas de préméditation, ni de crise au Cégep. Mais c'est clair que nous avions des réticences depuis longtemps sur le mode de gestion du directeur général et sa vision du réseau collégial. À la réunion du conseil d'administration d'octobre, il y a eu des entorses à la procédure sur la tenue d'un débat sur les conflits d'intérêt que je voulais tenir mardi soir. J'ai démissionné parce que le lien de confiance est brisé et qu'on ne peut attendre deux mois», a précisé M. Gaudreau. «Je songeais à mon départ depuis l'été pour que mon successeur puisse entrer en fonction au moment de la préparation du nouveau plan stratégique de l'institution», a dit le démissionnaire à qui il restait deux ans pour terminer son mandat. *Carl Thériault (collaboration spéciale)*

■ ABOLITION DES CÉGEPS

La FECQ dénonce l'impertinence de Gilles Taillon

La Fédération étudiante collégiale du Québec n'a pas du tout apprécié la récente déclaration de Gilles Taillon, adjoint au chef de l'Action démocratique du Québec, sur l'abolition du réseau collégial. « Alors que la pertinence et la nécessité des cégeps avaient été rigoureusement discutées

pour finalement faire l'unanimité lors du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial en 2004, voilà que l'opposition officielle la remet soudainement en question sans aucune raison apparente », déplore la FECQ dans un communiqué de presse. Selon la Fédération, rien de significatif n'a en effet changé depuis trois ans dans le paysage de l'éducation québécoise pour justifier un tel changement d'attitude dans un dossier qui fait pourtant consensus. La FECQ ajoute qu'il s'agit d'une sortie injustifiée et immature pour l'ADQ, qui ne sait visiblement plus où regarder pour aller chercher du capital politique.

SYSTÈME

Si la pertinence du réseau collégial fait consensus, c'est d'abord et avant tout les

étudiants qui l'apprécient, se trouvant privilégiés par rapport au système plus classique nord-américain. Les programmes préuniversitaires - qui sont directement visés par M. Taillon - permettent en effet aux jeunes d'amorcer une spécialisation à faible coût, facilitant ainsi d'éventuelles

réorientations épousant leurs ambitions réelles. « En plus d'être un important espace de transition vers la vie adulte, dans lequel l'étudiant gagne en maturité et en autonomie, le cégep permet de prendre une décision éclairée sur son avenir sans pour autant trop s'endetter », affirme Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ.

Par ailleurs, le taux de diplomation postsecondaire au Québec - grandement attribuable à l'efficacité des cégeps - a de quoi faire rêver les autres provinces canadiennes. En effet, 69% des jeunes Québécois de 25 à 29 ans ont obtenu un diplôme postsecondaire (collégial ou universitaire), alors que ce taux s'établit entre 54% et 63% dans les autres régions du Canada.



PHOTO ARCHIVES

Le réseau collégial dont fait parti le cégep de St-Laurent est un excellent moteur pour l'économie des régions.

(24h)

CNW : FECQ : Abolition des cégeps - Réaction de la FECQ - La FECQ dénonce l'impertinence de Gilles Taillon – Mercredi 28 novembre 2007, à 07h05

MONTREAL, le 28 nov. /CNW Telbec/ - La récente déclaration de M. Gilles Taillon, adjoint au chef de l'Action démocratique du Québec, sur l'abolition du réseau collégial a de quoi surprendre : alors que la pertinence et la nécessité des cégeps avaient été rigoureusement discutées pour finalement faire l'unanimité lors du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial en 2004, voilà que l'opposition officielle la remet soudainement en question sans aucune raison apparente. Rien de significatif n'a en effet changé depuis 3 ans dans le paysage de l'éducation québécoise pour justifier un tel changement d'attitude dans un dossier qui fait pourtant consensus. Une fois de plus, il s'agit d'une sortie injustifiée et immature pour l'ADQ, qui ne sait visiblement plus où regarder pour aller chercher du capital politique.

Des établissements essentiels à la survie des régions

L'importance des établissements collégiaux pour les différentes régions québécoises n'est plus à prouver, ceux-ci agissant depuis 40 ans comme d'incalculables stimulateurs de l'économie locale. En plus de soutenir les entreprises voisines à l'aide de divers partenariats, les cégeps contribuent d'une façon indéniable à retenir les jeunes en région, leur offrant l'opportunité de poursuivre des

études postsecondaires sans pour autant s'exiler vers la ville. Or, l'effet bénéfique sur les régions n'est pas seulement imputable au secteur technique; la formation préuniversitaire contribue elle aussi à la vitalité des régions. En effet, en permettant à des jeunes de poursuivre plus longtemps leurs études dans leur région, elle développe le sentiment d'appartenance régionale, favorisant ainsi un retour éventuel dans leur communauté d'origine.

Qui plus est, la forme actuelle du réseau collégial enrichit le bagage commun de la société québécoise. En effet, le maintien d'une formation générale commune aux secteurs préuniversitaire et technique, de même que la présence dans les mêmes établissements des futurs universitaires et des futurs techniciens, permet un certain rapprochement social et une circulation des idées bénéfiques à notre société.

Un système apprécié de tous

Si la pertinence du réseau collégial fait consensus, c'est d'abord et avant tout les étudiants qui l'apprécient, se trouvant privilégiés par rapport au système plus classiquement nord-américain. Les programmes préuniversitaires - qui sont directement visés par M. Taillon - permettent en effet aux jeunes d'amorcer une spécialisa-

tion à faible coût, facilitant ainsi d'éventuelles réorientations épousant leurs ambitions réelles. "En plus d'être un important espace de transition vers la vie adulte, dans lequel l'étudiant gagne en maturité et en autonomie, le cégep permet de prendre une décision éclairée sur son avenir sans pour autant trop s'endetter", affirme Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ. "Dans l'éventualité regrettable où le gouvernement en place refuserait de faire marche arrière dans le dossier du dégel des frais universitaires, le démantèlement du réseau collégial serait catastrophique sur l'endettement étudiant", ajoute-t-elle. Par ailleurs, le taux de diplomation postsecondaire au Québec - grandement attribuable à l'efficacité des cégeps - a de quoi faire rêver les autres provinces canadiennes. En effet, 69% des jeunes

Québécois de 25 à 29 ans ont obtenu un diplôme postsecondaire (collégial ou universitaire), alors que ce taux s'établit entre 54% et 63% dans les autres régions du Canada.

La FECQ demande à l'ADQ de reconnaître le bien-fondé de la formation préuniversitaire collégiale et de ne pas donner suite aux propos impertinents de monsieur Taillon, qui ne possède visiblement aucune expertise dans le domaine de l'éducation postsecondaire.

La Fédération étudiante collégiale du Québec représente plus de 40 000 étudiants réunis au sein de 22 associations.

Renseignements

Mathieu Poulin, attaché de presse, FECQ, (514) 396-3320, Cellulaire: (514) 622-8179

CYBERPRESSE : L'ADQ nie vouloir abolir la formation préuniversitaire au cégep - Le mercredi 28 novembre 2007

La Presse Canadienne, Montréal

Le numéro deux de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Gilles Taillon, a suscité une levée de boucliers dans le milieu de l'éducation en laissant entendre que son parti pourrait abolir la formation préuniversitaire au cégep et la remplacer par une année préparatoire à la fin des études secondaires.

Mardi, le porte-parole adéquiste en matière d'Éducation, François Desrochers, a toutefois remis les pendules à l'heure, affirmant que l'ADQ veut bonifier le rôle des cégeps, non pas leur enlever quoi que ce soit. Selon les mots de M. Desrochers, Gilles Taillon, un

ancien directeur de commission scolaire, a peut-être réfléchi à voix haute.

L'ADQ veut confier aux cégeps le mandat d'offrir la formation professionnelle, aujourd'hui dispensée par les commissions scolaires, des entités que le parti veut abolir.

Les propos de M. Taillon lui ont valu de multiples railleries, notamment, sans surprise, de la part de la Fédération des cégeps, mais aussi de la Fédération des commissions scolaires, de la Fédération autonome du collégial et de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

LE DEVOIR : Éducation - Gilles Taillon est allé trop loin : L'ADQ nie vouloir abolir la formation préuniversitaire au cégep - Édition du mercredi 28 novembre 2007

Clairandrée Cauchy

Le numéro deux de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Gilles Taillon, a suscité une levée de boucliers dans le milieu de l'éducation en laissant entendre que son parti pourrait abolir la formation préuniversitaire au cégep et la remplacer par une année préparatoire à la fin des études secondaires.

L'idée évoquée par M. Taillon, à l'occasion d'une activité de financement dans le comté de Maskinongé lundi soir, a été décriée hier par la Fédération des cégeps et la Fédération des commissions scolaires du Québec, qui y voient toutes deux les relents d'un vieux débat «passé date». Les syndicats d'enseignants ont eux aussi vivement critiqué la position de M. Taillon.

Le porte-parole adéquiste en matière d'éducation, François Desrochers, a remis les pendules à l'heure hier, affirmant que M. Taillon avait «peut-être réfléchi à voix haute». Selon M. Desrochers, nulle part dans les cartons de son parti n'est-il question de retirer la formation préuniversitaire des mains des cégeps. «On veut bonifier le rôle des cégeps, on ne veut pas leur enlever quoi que ce soit», a souligné M. Desrochers.

L'ADQ veut confier aux cégeps le mandat d'offrir la formation professionnelle, aujourd'hui dispensée par les commissions scolaires, que le parti de Mario Dumont souhaite voir abolies. Selon le critique adéquiste, les cours offerts dans les centres de formation professionnelle au secondaire dédoublent ceux donnés dans les cégeps.

Les représentants des cégeps et des commissions scolaires, qui avaient eu maille à partir sur le sujet en 2003 et en 2004, alors que la Fédération des commissions scolaires (FCSQ) proposait

précisément d'abolir les cégeps pour ramener dans son giron la formation préparatoire à l'université ainsi que la formation technique, s'entendaient hier pour critiquer d'une seule voix le projet de M. Taillon. «C'est littéralement un combat d'arrière-garde», a lancé le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher.

Son homologue des commissions scolaires, André Caron, a renchéri: «S'il n'y a plus de commissions scolaires, plus de cégeps, finalement, il n'y aura plus d'éducation au Québec, plus de structures. Comment cela va fonctionner? Qui va s'occuper de chacune des écoles? C'est un débat passé date!»

Le sujet avait été débattu en 2004, lors du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial et l'option d'une reconfiguration des ordres d'enseignement avait alors été écartée. Hier, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a souligné que la question était maintenant réglée et que les cégeps jouent un rôle important dans le développement régional.

Les propos de M. Taillon ont également alimenté les railleries des syndicats d'enseignants. «À quand l'abolition du ministère de l'Éducation? L'ADQ veut se positionner comme un nouveau parti. Pourtant, ses interventions démontrent tout le contraire en éducation puisqu'elle ne cesse de ruminer de vieilles idées», a argué le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent.

La Fédération autonome du collégial (FAC) a elle aussi joint sa voix au concert des protestataires, faisant valoir qu'une telle proposition révélait «l'ignorance» de l'ADQ quant aux enjeux de l'enseignement supérieur.

FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL : Projet d'abolir les programmes préuniversitaires dans les cégeps : Une autre preuve de l'ignorance et de l'insuffisance de l'ADQ - Mardi 27 novembre 2007

Pour la FAC, les déclarations de M. Gilles Taillon, adjoint au chef de l'opposition officielle, quant à la volonté de l'Action démocratique

du Québec (ADQ) d'inclure dans son programme l'abolition de la formation préuniversitaire dans les cégeps, révèlent une fois de

plus l'ignorance et l'insuffisance de cette formation politique en ce qui a trait aux enjeux touchant l'enseignement supérieur au Québec.

Les membres de l'ADQ auraient avantage à étudier les consensus qui, à plus d'une reprise, ont été largement réitérés au sein de la société québécoise. En 2004, à la suite du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial lancé par l'ancien ministre de l'Éducation, Pierre Reid, la cohabitation de la formation technique et de la formation préuniversitaire, caractéristique unique du réseau collégial québécois, suscitait l'adhésion générale. Le gouvernement Charest, à l'instar de ses prédécesseurs qui avaient étudié la question, décidait d'ailleurs de réaffirmer la pertinence du réseau des cégeps et d'en confirmer l'importance pour l'ensemble de la population québécoise.

Ces faits, les porte-parole adéquistes les auraient aisément constatés s'ils s'étaient dûment renseignés sur la question. Tout com-

me ils auraient compris que la cohabitation des deux secteurs n'est pas le fruit d'un quelconque hasard, mais plutôt de la volonté ferme d'offrir une formation générale commune à l'ensemble des étudiantes et étudiants qui fréquentent les cégeps. En cela, le modèle québécois est une réussite manifeste qui, au cours des quarante dernières années, a contribué largement à l'épanouissement et au développement de la société québécoise. Plutôt que de s'en tenir à des formules éculées, au demeurant amplement rejetées par la population québécoise, l'ADQ doit prendre acte des consensus réaffirmés au sein de la société québécoise. À cet égard, s'ils désirent mieux comprendre les besoins du réseau des cégeps et les véritables enjeux de la formation postsecondaire, les représentants adéquistes auraient intérêt à rencontrer différents intervenants du réseau collégial, et au premier titre les enseignantes et enseignants qui y œuvrent quotidiennement.

FÉDÉRATION DES CÉGEPS : Réaction aux propose de l'ADQ sur l'abolition de la formation préuniversitaire : un débat stérile et d'arrière-garde – Mardi 27 novembre 2007

Montréal, le 27 novembre 2007 -

La Fédération des cégeps considère que les propos qu'aurait tenus hier soir M. Gilles Taillon, adjoint au chef de l'Opposition officielle, sur l'abolition de la formation collégiale préuniversitaire sont dépassés et d'arrière-garde.

La question a été réglée en 2004 lors du forum collégial, à l'issue duquel le gouvernement a pris la décision de maintenir et même de renforcer le modèle actuel des cégeps, qui répond aux besoins de la population québécoise. À deux autres occasions, soit en 1996 lors des États généraux sur l'éducation, et en 1993 lors de la réforme de l'enseignement collégial, les gouvernements alors en poste ont également choisi de refaire le choix du collège québécois.

« Le modèle du cégep, où cohabitent la formation préuniversitaire et la formation technique, sert très bien le Québec. Comme éta-

blissements et comme réseau, les cégeps sont ancrés dans leur milieu et résolument tournés vers l'avenir. Ils travaillent activement à augmenter leur impact sur le développement social et économique du Québec, avec des actions ciblées et vigoureuses dans plusieurs domaines », a affirmé M. Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

C'est d'ailleurs dans la perspective de toujours mieux remplir leur rôle névralgique dans la société québécoise que les cégeps souhaitent obtenir à court terme 40 % des transferts fédéraux en enseignement postsecondaire, soit 75 M\$. Ces nouveaux investissements leur permettront d'élargir la portée de leur action et d'en améliorer les retombées.

Source :

Caroline Tessier, directrice des communications, Téléphone : (514) 381-8631 poste 2337, Cellulaire : (514) 239-2088

LE SOLEIL : L'ADQ veut abolir les programmes préuniversitaires des cégeps – Mardi 27 novembre 2007

L'ADQ veut abolir les programmes préuniversitaires des cégeps

→ Un gouvernement adéquiste abolirait les programmes préuniversitaires des cégeps et des collèges de la province. Comme l'Ontario, l'ADQ proposerait plutôt une seule année transitoire vers l'université aux élèves qui terminent leur formation secondaire.

Cette idée, on la retrouvera dans le prochain programme de l'Action démocratique du Québec (ADQ) et le débat sur cette ques-

tion se tiendra bientôt au sein même du parti. C'est ce qu'a annoncé hier soir l'adjoint au chef de l'opposition officielle Gilles Taillon, de passage à Trois-Rivières pour une activité de financement.

En fait, dans son projet de transformation du système d'éducation, l'ADQ aimerait voir la formation professionnelle actuellement donnée au niveau secondaire se joindre à la formation

collégiale. Les cégeps et collèges de la province deviendraient donc des écoles de formation professionnelle et technique.

La formation préuniversitaire de deux ans se verrait retranchée du niveau collégial pour offrir une année supplémentaire au secondaire, qui permettrait aux élèves de se préparer à leur entrée à l'université. *La Presse Canadienne*

ADQ | CEGEPS

À bas les programmes préuniversitaires

PC | Avec un gouvernement adéquat au pouvoir, les programmes préuniversitaires des cégeps et collèges de la province pourraient être abolis.

À l'image de l'Ontario, on proposerait plutôt une seule année transitoire vers l'université aux élèves qui terminent leur formation secondaire et qui souhaitent poursuivre au niveau universitaire.

Cette idée, on la retrouvera dans le prochain programme de l'Action démocratique du Québec (ADQ) et le débat sur cette question se tiendra bientôt au sein même des membres du parti.

C'est du moins ce qu'a annoncé l'adjoint au chef de l'opposition officielle Gilles Taillon, hier soir.

LA PRESSE : La Maison du prêt d'honneur vendue - Le samedi 24 novembre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

La Maison du prêt d'honneur, cette résidence pour étudiants appartenant au cégep du Vieux-Montréal, fermera bientôt ses portes. La direction du cégep a accepté une offre d'achat de 10 millions pour cet édifice du centre-ville construit au coût de 23 millions.

Après le dossier de l'UQAM et de l'îlot Voyageur, cette transaction pourrait obliger le gouvernement du Québec à épauler de nouveau un établissement d'enseignement à la suite d'une mésaventure immobilière. Le cégep du Vieux-Montréal prévoit à terme des pertes de 6,8 à 7 millions, somme qu'il demande à Québec de l'aider à éponger. «Nous sommes en négociations avec le gouvernement sur les façons dont ce déficit pourrait être récupéré, a confirmé à La Presse Nancy Duncan, directrice des finances du cégep. Québec est sensible à notre situation. Il faut tenir compte de la capacité limitée de paiement du cégep pour ne pas mettre en péril sa mission principale d'éducation.» Les ministères des Affaires municipales et de l'Éducation ont déjà accordé à ce projet des subventions totalisant quelque 9 millions.

Le conseil d'administration du cégep a décidé à l'automne 2005 de mettre l'établissement en vente. Le budget de la résidence n'a jamais atteint l'équilibre. Après trois années d'exploitation, le déficit enregistré s'élevait à près de 2 millions.

«Ce déficit n'est pas dû à une mauvaise gestion de la part du cégep mais s'explique plutôt par des facteurs indépendants de sa volonté», dit Mme Duncan.

En 2001, la facture de la Maison du prêt d'honneur a fait un spectaculaire bond de 12 à 23 millions en raison d'une sous-évaluation

des coûts et des frais associés aux retards importants dans la construction de la résidence, tandis que les revenus que le cégep comptait tirer d'une campagne de financement menée par la Fondation du prêt d'honneur ont été cinq fois moins élevés que prévu. Mme Duncan assure que le cégep du Vieux-Montréal n'a jamais puisé dans ses budgets de fonctionnement pour financer la résidence, mais que c'est pour éviter de y être contraint qu'il s'en départ.

Les baux respectés jusqu'à l'été

En s'engageant dans la construction de la Maison du prêt d'honneur, située à l'angle des boulevards René-Lévesque et Saint-Laurent, le cégep du Vieux-Montréal voulait permettre à ses étudiants de se loger à faible coût non loin de leurs salles de classe. La résidence affiche présentement complet.

Les baux de ses quelque 170 locataires seront respectés jusqu'à la fin du trimestre de l'hiver 2008. Une entente avec l'UQAM permettra l'an prochain à une cinquantaine d'étudiants de se reloger dans des résidences universitaires, dont les tarifs sont comparables. Le cégep assurera aussi un service d'aide au logement.

«Offrir des logements abordables à nos étudiants nous tenait à coeur, mais il faut se rendre à l'évidence que le projet n'est pas viable. Et puis je ne pense pas qu'on puisse demander à un établissement d'enseignement de régler le problème du logement à Montréal», ajoute Mylène Boisclair, porte-parole du cégep.

L'acquéreur du bâtiment, le groupe Cholette, ne dévoilera ses plans pour la Maison du prêt d'honneur qu'à la mi-décembre, après la signature de l'acte de vente notarié.

LE DEVOIR : UQAM: Claude Corbo, un recteur peu populaire - Édition du mercredi 21 novembre 2007

Clairandree Cauchy

Claude Corbo entreprendra son mandat de recteur de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) avec un appui mitigé. Le professeur de sciences politiques et seul aspirant au rectorat de l'UQAM a obtenu l'aval de près de 76 % des personnes qui se sont exprimées lors de la consultation sur sa nomination à ce poste, où le taux de participation a été de 66,7 %.

L'ex-recteur Claude Corbo, qui avait insisté sur l'importance d'obtenir un appui massif de la communauté universitaire, a jugé le résultat assez significatif pour reprendre du service à la direction de l'UQAM. «Le taux de participation à la consultation est supérieur à la moyenne des cinq consultations au rectorat tenues depuis 1990. [...] Je lis dans le soutien apporté à ma candidature un mandat clair», a déclaré M. Corbo dans un message transmis hier par Internet à la communauté uqamienne.

Seuls les professeurs et les cadres ont clairement accordé leur appui à la candidature de M. Corbo, respectivement dans une proportion de 77 % et 96 %. Le collège électoral est formé essen-

tiellement de professeurs, lesquels forment plus des trois quarts des membres.

La candidature de M. Corbo a toutefois été rejetée à la majorité par les représentants des chargés de cours (55 % contre), des syndicats (55 % contre) et des associations étudiantes (69 % contre). Chez les membres des instances officielles de l'université, tel le conseil d'administration ou encore la commission des études, seulement 52 % des votants ont appuyé M. Corbo.

Il a signifié hier son intention d'accepter le poste de recteur, lors d'une réunion du conseil d'administration de l'UQAM. Il a néanmoins fait savoir qu'il attendra la confirmation officielle de sa nomination par le conseil des ministres avant de s'exprimer sur la place publique.

Le nouveau recteur de l'UQAM aura fort à faire pour rétablir la santé financière de l'université, mise à mal par les fiascos immobiliers des projets de l'îlot Voyageur et du Complexe des sciences.

Par voie de communiqué, M. Corbo a d'ailleurs réitéré hier son souhait de voir le gouvernement du Québec éponger une part plus

importante de la dette uqamienne, soit celle liée à la construction du Complexe des sciences. Au début de l'automne, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait déjà annoncé que Québec assumerait la facture liée à la construction déficitaire de l'îlot Voyageur, ce qui pourrait représenter jusqu'à 200 millions de dollars. «Je signale [au gouvernement du Québec] qu'il serait téméraire d'ignorer le jugement récent du Vérificateur général

selon lequel, outre les efforts internes, un "allègement significatif de sa dette" est nécessaire à l'UQAM pour qu'elle puisse respecter sa mission d'enseignement, de recherche et création et de service au milieu», a fait valoir M. Corbo. L'UQAM doit déposer d'ici à la fin du mois une nouvelle version de son plan de redressement, prévoyant un retour à l'équilibre budgétaire.

LA PRESSE : L'UQAM choisit Claude Corbo - Le mercredi 21 novembre 2007

Violaine Ballivy

Claude Corbo reprendra sous peu les rênes de l'UQAM. Seul candidat en lice à la succession de Roch Denis, M. Corbo avait annoncé qu'il n'accepterait ce poste qu'à condition d'obtenir un «mandat clair» de la part de la communauté uqamienne. C'est chose faite: 75% des électeurs lui ont donné son appui.

Suivant la procédure habituelle, le conseil d'administration de l'UQAM a donc recommandé officiellement hier au gouvernement du Québec de nommer M. Corbo à titre de recteur pour un mandat de cinq ans, ce qui ne devrait être qu'une formalité. M. Corbo entrerait en fonction en janvier.

Menée sur fond de grève étudiante, la consultation a suscité beaucoup d'intérêt de la part des 1407 électeurs, en grande majorité des professeurs, indiquent les résultats dévoilés hier. Le taux de

participation - 63% - a été supérieur à la moyenne des cinq dernières courses au rectorat.

M. Corbo s'est engagé à mettre en oeuvre un plan d'action en huit étapes pour redresser les finances de l'UQAM mises à mal par les aventures immobilières qui ont précipité le départ de Roch Denis. M. Corbo demande entre autres à Québec d'éponger la dette liée au projet du Complexe des sciences en plus de celle associée à l'îlot Voyageur. Dans un communiqué diffusé hier, M. Corbo écrit que le gouvernement du Québec agirait de façon téméraire en ignorant le dernier rapport du Vérificateur général, selon lequel un allègement significatif de la dette de l'UQAM est essentiel pour lui permettre de respecter sa mission d'enseignement.

M. Corbo refuse toutes les demandes d'entrevues depuis qu'il a annoncé sa mise en candidature en octobre.

CYBERPRESSE : Les étudiants se préparent à manifester - Le mardi 13 novembre 2007

Presse Canadienne, Montréal

Les moyens de pression entamés depuis octobre 2006 par les associations étudiantes des réseaux collégial et universitaire québécois s'accroîtront au cours des prochains jours et plusieurs manifestations sont à prévoir, alors qu'approche une grande manifestation nationale, qui aura lieu le 15 novembre à Montréal.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) assure la coordination de ces manifestations, dont les participants réclament la gratuité scolaire à tous les niveaux, un réinvestissement des profits dans la qualité des services offerts et un système de garde accessible et adapté afin que les étudiants puissent

concilier plus facilement leurs obligations familiales et leurs études.

Plusieurs associations étudiantes de nombreux cégeps et universités ont obtenu des mandats de grèves d'une ou de plusieurs journées.

L'ASSE tient cependant à préciser que ce mouvement national de protestation n'est pas lié au mouvement de grève de l'UQAM contre le plan de redressement proposé.

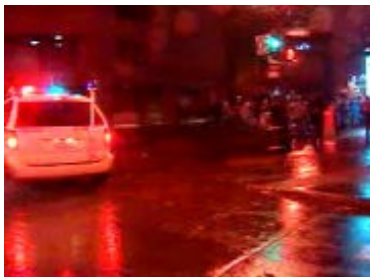
L'ASSE se dissocie également des gestes posés lundi envers Claude Corbo, professeur de sciences politiques et seul candidat au rectorat de l'université, et de l'occupation illégale d'un local du pavillon Hubert-Aquin dans la nuit de lundi à mardi.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève à l'UQAM : Nuit mouvementée à Montréal - Mise à jour le mardi 13 novembre 2007 à 7 h 09

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Le récit de Caroline Belley](#)



Des policiers ont dû intervenir à l'intérieur de l'Université.

Des policiers ont délogé une centaine d'étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui voulaient passer la nuit de lundi à mardi dans l'université. Les étudiants en grève voulaient tenir un «bed-in», mais leur projet a été contrecarré par l'intervention policière vers 1 h 30.

Les étudiants affirment que les policiers ont fait un usage démesuré de la force pour qu'ils quittent le pavillon

Hubert-Aquin de l'UQAM. Selon les étudiants en grève, leur occupation ne concernait qu'un petit espace de l'université et qu'ils allaient laisser libre cours à la circulation pendant le jour.

Plus tôt dans la journée, des étudiants ont empêché le professeur et candidat au rectorat Claude Corbo de donner son cours. Ils ont aussi été délogés par la police. Trois étudiants ont été arrêtés.

Quelque 300 étudiants ont par ailleurs fait le tour de l'îlot Voyageur au cours d'une manifestation dénonçant le plan de redressement financier de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) exigé par le gouvernement du Québec.

Les étudiants exigent plutôt du gouvernement qu'il éponge la dette contractée par l'UQAM dans son aventure immobilière des dernières années et, d'une façon plus générale, qu'il réinvestisse en éducation. Les étudiants estiment que le réseau universitaire québécois est sous-financé dans son ensemble.

Le plan de redressement, honni des étudiants, comprend des hausses des frais afférents de 80 \$ par session, un moratoire de



Une conférence a été donnée au milieu de la rue par le professeur du département de science politique Francis Dupuis-Déri.

l'embauche d'enseignant et une augmentation du ratio étudiant/professeur. Les étudiants soutiennent que ces mesures les appauvrissent et détériorent la qualité de l'enseignement.

Le gouvernement du Québec, insatisfait du premier plan présenté par l'UQAM, en exige un nouveau qui écourte le remboursement de la dette. L'UQAM s'est enlisée dans un déficit de 300 millions de dollars avec la construction des pavillons des sciences et de l'îlot Voyageur.

La manifestation de lundi s'est tenue dans le cadre de la grève de 18 000 étudiants issus de 5 des 7 associations facultaires de l'UQAM.

Un mouvement uqamien

Les étudiants en sciences humaines (AFESH), en arts (AFEA), en lettres, langues et communications (AFELLC), ainsi qu'en sciences politiques et en droit (AFESPED) délaissent les salles de cours. Le mouvement de débrayage pourrait se poursuivre la semaine prochaine.

Une cinquième association a emboîté le pas aux grévistes. Il s'agit des 3200 étudiants inscrits aux programmes de sciences (AESS). Ceux-ci ont toutefois déjà annoncé qu'ils retourneraient en classe la semaine prochaine.

LE DEVOIR : Opinion : Grève des étudiants de l'UQAM: deux crises, une mesure, par Éric Duhaim, Marie-Nathalie Martineau, Lyne Nantel et Julia Posca, Étudiants aux cycles supérieurs en sociologie à l'UQAM - Édition du mardi 13 novembre 2007

Cinq des sept associations étudiantes de l'UQAM, totalisant près de 20 000 membres, sont en grève en cette semaine du 12 novembre 2007. Les étudiants, une fois de plus, réitèrent l'urgence d'un réinvestissement global et massif en éducation. Toutefois, ces revendications trouvent un écho particulier dans le contexte de la crise financière qui secoue l'UQAM depuis environ un an, et qui a placé l'administration sur la corde raide, tant dans ses rapports avec le ministère de l'Éducation qu'avec l'ensemble de la communauté uqamienne. À cet égard, nous souhaitons attirer l'attention sur le double enjeu motivant l'actuelle mobilisation des étudiants de l'UQAM.

À entendre les commentaires qui fusent de toutes parts, l'UQAM serait la seule coupable de la crise financière qu'elle traverse. On ne peut certes nier la bavure administrative qui, à la suite d'une mauvaise gestion des projets de l'îlot Voyageur et du Complexe des sciences, a plongé l'institution dans une crise immobilière d'envergure.

Cela étant dit, ce fiasco ne saurait expliquer à lui seul la crise financière que connaît actuellement l'université. En effet, le dossier immobilier vient gommer des enjeux dont la portée va bien au-delà de l'incompétence de quelques gestionnaires. Plus encore, celui-ci sert de couverture à la ministre de l'Éducation, Mme Michelle Courchesne, afin d'imposer à l'UQAM un plan de redressement qui tend à normaliser un contexte de sous-financement dont l'origine est largement antérieure à la crise immobilière.

Les revendications des associations étudiantes de l'UQAM actuellement en grève visent à dévoiler les non-dits de ce plan et à dénoncer ses conséquences néfastes sur la poursuite de la mission de l'université, ainsi que sur les conditions d'apprentissage et d'enseignement.

Le plan de redressement: une sortie de crise?

Au début du mois de septembre dernier, Mme Courchesne annonçait qu'elle consentirait éventuellement à dégager l'UQAM de la responsabilité de l'îlot Voyageur, sans toutefois offrir de solution alternative à l'insuffisance de locaux. En contrepartie, la ministre exigeait de l'UQAM l'adoption d'un nouveau plan de redressement plus contraignant.

Ce plan comporte plusieurs mesures d'austérité budgétaire: réduction de la masse salariale des cadres et des employés, imposition d'un moratoire de cinq ans sur l'embauche des professeurs, augmentation du nombre moyen d'étudiants par cours, évaluation de la rentabilité comptable des cours et des programmes, etc. À ces restrictions s'ajoute l'augmentation des frais afférents exigés aux étudiants, de l'ordre de 160 \$ par année.

Déjà en vigueur, ces frais sont sujets à majoration et s'ajoutent au récent dégel des droits de scolarité qui inflige aux universitaires québécois une augmentation cumulative de 50 \$ par session, soit 1000 \$ par année à compter de 2012. À elle seule, cette augmentation correspond à près de 10 % du salaire moyen d'un étudiant québécois de premier cycle inscrit à temps plein. Le plan de redressement de l'UQAM, imposé à la suite du scandale immobilier, s'inscrit donc dans un contexte structurel de détérioration

du milieu universitaire et de précarisation de la condition étudiante.

Quel déficit vise précisément ce plan?

Conformément aux données du vérificateur général du Québec, on constate que, pour la seule année 2007, la prise en charge supposée de l'îlot Voyageur ne réduirait que de 6,1 millions le déficit de l'UQAM. Conséquemment, le plan de redressement s'attaque au déficit résiduel dont 15,6 millions sont liés au Complexe des sciences et 5 millions attribuables au fonctionnement courant de l'université. Alors que cette dernière part du déficit résiduel est bien antérieure au récent scandale immobilier, celle-ci tend à être assimilée aux restrictions budgétaires exigées.

Or, ce déficit de fonctionnement renvoie à l'ensemble des activités d'enseignement et de recherche qui seront donc directement touchées par le plan de redressement. Rappelons que ce plan est légitimé au nom de la crise immobilière. Est-ce donc vraiment aux professeurs, aux étudiants et aux employés de l'université de faire les frais d'un scandale dont ils ne sont pas les auteurs? Sachant que les administrateurs blâmés pour leur mauvaise gestion des dossiers immobiliers ont déjà été évincés, et que le projet de l'îlot Voyageur n'est plus, du moins en théorie, du ressort de l'UQAM, il faut se demander quel est l'objectif réel de ces compressions.

Un sous-financement chronique

Est-il encore nécessaire de rappeler, comme le souligne la Conférence des recteurs et des principaux d'université du Québec (CRE-PUQ) depuis plusieurs années, que le manque à gagner pour le fonctionnement annuel des universités québécoises s'élève à 375 millions? À ce chapitre, l'UQAM figure parmi les universités qui se voient octroyer les enveloppes les plus maigres en proportion des services qu'elle dispense. Par exemple, elle dispose, toutes proportions gardées, d'une masse salariale représentant seulement 81,6 % du montant moyen alloué par étudiant pour l'ensemble des universités du Québec. Dans ce contexte, Mme Courchesne profite de la crise immobilière pour forcer l'UQAM à résorber son déficit fonctionnel. Ce faisant, elle cherche à normaliser un état de sous-financement dont le gouvernement est directement responsable. Le ministère se décharge ainsi de son devoir à l'endroit du financement adéquat des universités.

Les étudiants prennent la parole

Tout en reconnaissant le sous-financement historique de l'UQAM, M. Claude Corbo, seul candidat au rectorat, entérine paradoxalement l'adoption de mesures austères. Prenant acte de cette attitude et de la position inflexible de la ministre, les étudiants de l'UQAM se mobilisent pour faire valoir leur désaccord envers un plan de redressement qui menace la mission sociale et d'enseignement de l'université, et réitèrent la nécessité d'un appui financier qui lui permettrait de traverser les difficultés qu'elle connaît. Mais, au-delà de cette crise ponctuelle, ils réclament du gouvernement un financement significatif et pérenne pour l'UQAM.

La situation particulière de l'UQAM est symptomatique d'un problème plus large et constitue en ce sens un précédent qui pourrait affecter tous les secteurs de l'éducation. Il est déplorable de pen-

ser que le plan de redressement de l'UQAM pourrait bien devenir l'étalon d'un nouveau régime pour les universités de la province. Aussi doit-on s'interroger sur ce qui a poussé l'institution, au-delà du zèle supposé de hauts administrateurs, à s'engager dans des spéculations immobilières entraînant l'université à assumer les risques d'une gestion en PPP de projets publics. Le recours à ce type de scénario irréaliste d'autofinancement ne résulterait-il pas

avant tout de l'insuffisance des ressources mises à la disposition des universités?

Dans un climat de surplus budgétaires fédéraux et de baisses d'impôts provinciales, l'intransigeance des mesures imposées par le plan de redressement de l'UQAM laisse perplexes. Chose certaine, pour les étudiants, la gravité du scandale financier dont a fait l'objet l'institution n'a d'égal que la duplicité du discours de la ministre et de son gouvernement.

LE DEVOIR : Un grain de sable dans l'engrenage de la grève étudiante - Des collèges menacent de recourir à la loi 43 pour contrecarrer les plans du mouvement étudiant - Édition du mardi 13 novembre 2007



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Quelque 300 étudiants ont fait le tour de l'îlot Voyageur pour dénoncer le plan de redressement de l'UQAM.

Un grain de sable dans l'engrenage de la grève étudiante

*Des collèges menacent de recourir à la loi 43
pour contrecarrer les plans du mouvement étudiant*

Le mouvement de grève des étudiants prend véritablement son envol cette semaine. Le spectre de la loi 43 plane cependant sur leur liberté de faire la grève comme ils veulent. Vraiment?

BRIAN MYLES

Le mouvement de grève des étudiants se heurte à un obstacle: la loi 43 pourrait en effet compromettre leur capacité de dresser des lignes de piquetage et de bloquer l'accès aux collèges dans les prochains jours.

Les cégeps de Lanaudière (Terrebonne), Saint-Laurent et Drummondville ont laissé entendre qu'ils appliqueraient la loi 43 aux dépens des étudiants s'ils décident d'empêcher l'accès aux maisons d'enseignement dans le cadre de la grève.

Adoptée dans une vive controverse en décembre 2005, la loi 43 a permis au gouvernement Charest d'imposer les conditions de travail et les conventions collectives des employés du secteur public jusqu'en 2010, en plus d'empêcher toute contestation de son application.

La loi ne vise nullement les étudiants. Après tout, ce ne sont pas des salariés de l'État. Par contre, la loi oblige les dirigeants d'organismes publics à prendre les mesures nécessaires pour que les services habituels soient dispensés. «Dans le contexte juridique actuel, le collège rappelle aux étudiants qu'ils ne peuvent entraver l'accès à ses installations et ne peuvent non plus faire obstacle au maintien des services habituels», écrit la rectrice du Collège de Terrebonne, Céline Durand, dans un communiqué.

Le collège de Terrebonne envisage de demander une injonction contre les étudiants si jamais ils osent paralyser le campus. La direction espère cependant trouver un terrain d'entente avec les étudiants pour leur permettre de manifester, sans compromettre le fonctionnement du cégep.

L'article 28 de la loi stipule que nul ne peut, par omission ou autrement, faire obstacle ou nuire de quelque manière à la prestation des services donnés par un organisme du secteur public, par exemple un cégep. L'article 29 précise que nul ne peut entraver l'accès à ces mêmes lieux. En d'autres mots, les organismes publics ont l'obligation de veiller à la continuation des services. Ils s'exposent à de lourdes amendes, variant de 25 000 \$ à 125 000 \$, s'ils ne le font pas.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) a dénoncé l'attitude «répressive et antidémocratique» des cégeps en question. Pour que la grève prenne son plein essor, il est essentiel d'empêcher les



DAVID SIMARD, COLLABORATION SPÉCIALE

Une manifestation rassemblant entre 50 et 100 personnes a dégenéré lorsque des étudiants ont empêché Claude Corbo, aspirant recteur de l'UQAM, de quitter l'université. Policiers et manifestants se sont affrontés, parfois violemment.

étudiants et professeurs d'entrer dans les collèges, explique Marie-Ève Ruel, secrétaire aux affaires académiques de l'ASSE. «La grève, c'est pour empêcher le fonctionnement des cours, c'est une levée des cours, dit-elle. C'est important de faire du piquetage pour informer la population du pourquoi de la grève.»

Les étudiants ont reçu l'appui de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN), qui juge «abusive» la mise en garde des cégeps, car la loi n'a pas été conçue pour sanctionner les étudiants. «Cette volonté de s'en tenir à la lettre de la loi, plutôt que d'assumer une lecture souple au niveau de l'esprit, constitue pour nous une opposition de fait aux luttes étudiantes concernant le coût des études post-secondaires et l'amélioration des conditions d'études en général», a indiqué le président de la FNEEQ, Ronald Cameron, par voie de communiqué.

Une porte-parole du Conseil du Trésor, Catherine Poulin, a clarifié la question en fin de journée. «La loi 43 est une loi de relations de travail, dit-elle. Si un professeur décide de ne pas donner de cours, dans un geste de solidarité avec les étudiants, il serait passible de sanctions en vertu de la loi. Par contre, la direction d'un collège ne saurait être tenue responsable pour la fermeture d'un campus sous la pression des étudiants en grève. «Si ce n'est pas un problème de relations de travail, la loi 43 ne peut pas s'appliquer», dit Mme Poulin. «Si des étudiants bloquent un cégep, [la direction] ne sera

pas poursuivie en vertu de la loi 43», ajoute-t-elle.

L'université populiste

Dans le courant de la semaine, entre 30 000 et 34 600 étudiants entreront en grève pour une durée limitée afin de protester contre la hausse des droits de scolarité. En matinée, quelque 300 manifestants ont fait le tour de l'îlot Voyageur, lors d'un rassemblement visant à dénoncer le plan de redressement financier à l'UQAM. Les étudiants exigent que le gouvernement éponge le déficit de 300 millions réalisé par l'UQAM dans ce projet immobiliser inachevé, et qu'il réinvestisse également en éducation.

Les étudiants ont également inauguré l'Université populaire à Montréal (UPAM), une série d'ateliers et de conférences sur une éducation universitaire à réinventer, dans une perspective «ouverte, gratuite, multidisciplinaire, décentralisée et autogérée». En après-midi, une manifestation de 50 à 100 personnes a dégénéré, alors que des étudiants ont empêché l'aspirant recteur de l'UQAM, Claude Corbo, de quitter un local du pavillon Judith-Jasmin. La police de Montréal a dû intervenir. Trois manifestants ont été arrêtés. Ils sont passibles d'accusations de voies de faits, d'agression armée et de séquestration, a dit un porte-parole de la police, Daniel Lacoursière.

Le Devoir

CYBERPRESSE : La police appelée à disperser des étudiants mécontents de l'UQAM - Le mardi 13 novembre 2007

La Presse Canadienne, Montréal

Des étudiants ont levé l'occupation de locaux du Pavillon Hubert-Aquin de l'Université du Québec à Montréal, dans la nuit de mardi, après que la direction de l'UQAM eut fait appel à l'intervention d'agents de police.

Selon le Service de police de la Ville de Montréal, lorsque les agents se sont présentés, vers 1h30, dans les locaux dans lesquels les étudiants s'étaient préalablement barricadés, vers 22h00, lundi, ceux-ci avaient déjà quitté les lieux par une porte pour se retrouver dehors, sur la rue Saint-Denis.

Les étudiants ont une version contraire à celle des policiers; ils affirment, par voie de communiqué, qu'elle a été écrasée dans une répression démesurée.

Les étudiants prétendent que leur occupation ne concernait qu'un espace modeste de l'université et qu'ils allaient laisser libre cours à la circulation pendant le jour.

Lundi, des étudiants de l'UQAM ont déclenché une grève d'au moins une semaine pour marquer leur opposition au plan de redressement adopté par l'UQAM et demandé un réinvestissement massif pour combler, entre autres, le déficit de l'université.

En après-midi, le seul candidat au rectorat de l'UQAM, Claude Corbo, a dit avoir été confronté à un barrage d'étudiants qui l'ont empêché de livrer son cours et contraint de se réfugier dans un local administratif. L'escouade anti-émeute du SPVM a dû intervenir.

La direction de l'UQAM affirme que M. Corbo a été chahuté, bousculé et retenu contre son gré.

LA PRESSE : Grève à l'UQAM: la classe s'installe dans la rue - Le mardi 13 novembre 2007



Assis sur de vrais pupitres, rue Sainte-Catherine, une centaine d'étudiants ont assisté hier au premier cours de l'Université populaire à Montréal, une semaine d'activités sur le thème de l'éducation, organisée à l'occasion de la première semaine de grève de l'UQAM Photo André Tremblay, La Presse

Violaine Ballivy, La Presse

La semaine de grève à l'UQAM commence du mauvais pied. Une manifestation improvisée quelques heures à peine après le début du débrayage s'est soldée par l'arrestation de trois jeunes hommes hier après-midi.

La police de Montréal a été forcée d'intervenir lorsqu'une cinquantaine d'étudiants ont érigé un piquet de grève devant la salle de classe du seul candidat au rectorat de l'UQAM, Claude Corbo, forçant l'interruption de son cours.

M. Corbo s'est attiré les foudres des étudiants en promettant de suivre le plan de redressement proposé par l'UQAM pour rétablir l'équilibre budgétaire de l'établissement en gelant l'embauche des professeurs jusqu'en 2012. Or, c'est justement pour protester

contre ce plan d'action que cinq associations de l'UQAM, totalisant un peu plus de 18 000 étudiants, débraient cette semaine. «Entre voter pour Claude Corbo ou une chaise, vaut mieux voter pour la chaise», lançait hier Emmanuelle Sirois, porte-parole des étudiants en grève de l'UQAM. «Avec lui à la tête de l'UQAM, la qualité de l'enseignement va plonger.»

L'Université populaire à Montréal

La journée avait pourtant commencé sur un ton tout autre. Une centaine d'étudiants se sont réunis sur le coup de 11h au beau milieu de la rue Sainte-Catherine, où ils ont écouté, captivés, un professeur de l'UQAM discourir sur les besoins d'accroître le financement des études supérieures au Québec.

Créant une petite révolution dans le monde de la mobilisation estudiantine, les grévistes de l'UQAM ont organisé une semaine de conférences, de tables rondes et de projections dans le cadre de «l'Université populaire à Montréal (UPAM)».

Avec des ateliers sur «La désobéissance civile», l'«Étude comparative des effets d'une grève sur le cerveau des étudiants et des administrateurs d'universités», on peut affirmer que la grève y sera bien décortiquée. «Mais il ne sera pas question que de cela», assure Emmanuelle Sirois. «On veut profiter de l'occasion pour prouver qu'il est possible d'offrir des cours gratuits de qualité et on invite toute la population à venir en profiter.»

Plusieurs classes seront d'ailleurs données par des professeurs et des chargés de cours de l'UQAM. La direction de l'établissement a même permis l'accès aux locaux où les cours sont suspendus pendant la grève.

Cette semaine d'activités doit culminer jeudi par une grande manifestation au centre-ville de Montréal qui pourrait rassembler des milliers de personnes. Des associations représentant 38 000 étudiants ont voté en faveur d'une levée de cours pour cette journée pour protester, cette fois, contre la hausse des droits de scolarité.

Les uqamiens décideront lundi prochain s'ils poursuivent la grève au-delà de cette semaine.

JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM : Corbo chahuté – Le futur recteur de l'université a aussi été bousculé et retenu contre son gré - Mise à jour: Mardi 13 novembre 2007, à 07:34

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal



Après s'être réfugié dans les locaux de la sécurité interne de l'université, Claude Corbo a reçu l'aide musclée de la police pour pouvoir en sortir. Sur son passage, des affrontements entre policiers et manifestants ont eu lieu.

Photo Le Journal

Pour leur première journée de grève, les étudiants de l'UQAM s'en sont pris au futur recteur de l'établissement, Claude Corbo, qui a dû se barricader dans un local de l'université pendant une heure.

Le professeur de science politique et vraisemblablement prochain grand manitou de l'UQAM était attendu par des manifestants qui l'ont empêché de donner son cours, hier après-midi. Les grévistes l'ont «chahuté, bousculé et retenu contre son gré», a déploré la direction de l'établissement d'enseignement.

Isolé dans un local

«Les agents de sécurité l'ont isolé dans un local jusqu'à ce que les étudiants quittent les lieux», a indiqué Francine Jacques, directrice des communications de l'UQAM, ajoutant que la police de Montréal a aussi dû être appelée en renfort.

Claude Corbo est le seul à se présenter au poste de recteur. Des consultations sur sa candidature se tiendront toutefois jusqu'au 19 novembre. Déplorant le plan de redressement visant à remettre l'UQAM sur les rails et le sous-financement des universités, cinq des sept associations facultaires étudiantes de l'UQAM ont déclenché un mouvement de grève pour une semaine.

Cours... dans la rue!

Seule l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) a obtenu un mandat de grève illimité. Plus de 300 personnes, selon les estimations du mouvement étudiant, ont manifesté hier matin aux abords de l'îlot Voyageur, dont la construction a plongé l'université dans une crise financière sans précédent.

Plutôt que d'aller à leurs cours, les étudiants qui débrayent cette semaine pourront assister à des conférences et des ateliers sur la situation financière de l'UQAM.

À ce chapitre, le professeur Francis Dupuis-Déri, qui se spécialise dans la répression policière et l'anarchisme notamment, a donné une conférence au beau milieu de la rue ce matin.

L'intervention policière a mené à l'arrestation de trois manifestants.

THE GAZETTE: Angry students swarm UQAM prof: Week-long strike. Prospective rector's austerity plan includes hikes in tuition and fees - Tuesday, November 13, 2007

PEGGY CURRAN

More than 100 striking students swarmed UQAM's prospective rector yesterday, hurling insults, jostling and preventing the veteran professor from going to class on the first day of a week-long strike to protest against tuition hikes and a \$160 boost in student fees.

Montreal police were called to the Université du Québec à Montréal about 3 p.m. after security failed to hold back the crowd that encircled Claude Corbo, a political science professor.

Three protesters were arrested, but no charges were laid last night. One police officer was slightly injured in the melee. Police said the as many as 50 people surrounded Corbo inside UQAM's Judith Jasmin Pavillon, but the number of protesters doubled as police shifted the crowd outside.

Corbo was unharmed during the episode, which university officials said involved students from UQAM and other institutions.

The incident occurred as students in faculties representing about half of UQAM's 40,000 students launched a week of strikes, "artistic events" and "direct action" to express disgust with tuition hikes and increases in ancillary fees, one of several measures adopted last spring as the university's financial situation shifted from dire to desperate.

Speaking on behalf of striking students, Alexandre Leduc and Emmanuelle Sirois said their members vehemently oppose the austerity plan endorsed by Corbo.

"The moratorium on hiring professors is something we are living with now," Sirois said. "That's why it's urgent, part of the larger picture which is the underfunding of universities," Sirois said.

"The increase in student fees has not been calculated into the loans and bursaries program, which makes the increases more pernicious," Leduc said.

Given Corbo's statements, Leduc said, striking students would rather have the rector's job empty than see Corbo at the helm.

During a morning demonstration, students set up desks and chairs in the middle of Ste. Catherine St., where a make-believe lecturer ranted about the war in Afghanistan and the assorted wrongs of the Bush and Harper governments.

Organizers pitched the event as the big kick-off for a series of pseudo lectures, sleep-ins and assorted frolics aimed at seizing the attention of the university and the government.

Although 22,000 UQAM students are technically on strike, no more than 300 people turned up for what began as a peaceful rally before shifting to the open space inside the Judith Jasmin building. In a dramatic shift from the way it has handled previous boycotts, such as the strike that crippled the university for seven weeks in 2005, UQAM's administration quickly made it clear that one student's right to protest must not impede another's ability to go to class if the teacher and a majority of students show up.

"Any form of intimidation or attempt to stop people entering the university will not be tolerated," the university said in an official statement issued shortly before Corbo was surrounded.

"The university urges everyone to refrain from verbal or physical confrontation."

But Leduc suggested students who didn't want a strike should have shown up at last week's assembly to debate the issues and vote.

"There are certain professors with students who are more recalcitrant. But when we explain that there is a process which is clear and open, most people come to see the legitimacy of our movement," he said.

Corbo, who served as rector of UQAM from 1986 to 1996, is the lone candidate to lead the university as it scrambles to come out of a very deep financial hole resulting from extravagant construction projects such as the Pierre Dansereau science complex and the still-unfinished overhaul of the Voyageur bus terminal.

UQAM has the worst credit rating of any Canadian university, downgraded last month by the Dominion Bond Rating Service from

A (low) to BBB (high). Last week, Quebec's auditor-general said UQAM was on the edge of bankruptcy, with \$346.3 million in long-term debt. As a result of UQAM's building fiascos, Education Minister Michelle Courchesne said the government plans to introduce legislation that will restrict how much universities can spend without the government's approval.

Outlining his seven-part recovery plan, Corbo said mending UQAM's problems "will require the co-operation of everyone at the university." His blueprint calls for an overhaul of the university's administration and immediate implementation of an austerity budget that could mean revisions to academic programs, services and work conditions.

MÉTRO: 1^{ère} page: Grève d'une semaine: des uqamiens dans la rue – Mardi 13 novembre 2007

Grève d'une semaine

Des uqamiens dans la rue

MARIE-EVE SHAFFER
shafferm@metronouvelles.com

ÉDUCATION. Plus de 20 000 étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) renoncent à leurs cours cette semaine pour dénoncer le sous-financement qui, disent-ils, accable leur université. Quelques centaines d'étudiants grévistes étaient réunis hier matin à l'angle des rues Sainte-Catherine et Sanguinet pour assister à un cours de l'Université populaire à Montréal, mise sur pied pour l'occasion. Le professeur du département de science politique de l'UQAM, Francis Dupuis-Déri, les a entretenus sur la participation canadienne en Afghanistan.

«L'idée, c'est d'amener l'université proche de la population et démontrer qu'une éducation accessible, gratuite et où le savoir n'est pas assujéti à des contrats de rentabilité est possible et souhaitable», a expliqué l'une des porte-paroles des étudiants en grève, Emmanuelle Sirois.

Plan décrié
Ces étudiants décrient le plan de redressement que l'UQAM a présenté pour alléger sa dette qui s'élève à 303 M\$. «On considère que plusieurs mesures seront nocives tant au plan académique que financier», a dit Alexandre



Quelques centaines d'étudiants ont assisté hier à un cours de l'Université populaire de Montréal.

Leduc, un autre porte-parole. Ils rejettent la hausse des frais afférents de 80 \$ par session, le moratoire sur l'embauche de nouveaux professeurs en vigueur jusqu'en 2012 et l'augmentation du nombre minimal d'étudiants inscrits à un cours. Il y a aussi la possibilité qu'une plage horaire se rajoute, que des départements ferment et que le choix des cours soit restreint, selon M. Leduc.

«On dénonce le savoir qui est en otage et le fait que les problèmes de l'université ne devraient pas être mis [sur les

épaules] des professeurs, des employés et des étudiants, a affirmé Alexandre Leduc. On pense qu'on doit s'en sortir ensemble.»

Ces étudiants militeront toute la semaine afin que Québec éponge le déficit de l'UQAM et qu'il réinvestisse suffisamment d'argent pour mettre fin au sous-financement des universités. Pendant ce temps, deux firmes comptables élaborent un nouveau plan de redressement pour l'UQAM, le premier ayant été jugé insuffisant par Québec.

Nouveau recteur

À la veille de la nomination d'un nouveau recteur, les uqamiens en grève rejettent la seule candidature retenue, celle du professeur Claude Corbo. «On le perçoit comme une marionnette du système de l'éducation qui ne reconnaît pas le sous-financement», a déclaré Alexandre Leduc, porte-parole des étudiants, qui ont manifesté hier devant sa salle de cours. Ils ont été dispersés par les policiers.

l'info P/04

Des milliers d'étudiants de l'UQAM sont en grève

MÉTRO: La parole ... à Hubert Gendron-Blais / La loi, c'est la loi – Mardi 13 novembre 2007

La parole à... Hubert Gendron-Blais

Porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)

inaliénable et que l'administration doit respecter les mandats des associations étudiantes votés démocratiquement. **MARIE-EVE SHAFFER**

La loi, c'est la loi

Si le cégep de Saint-Laurent compte maintenir les cours ce jeudi même si ses étudiants ont voté en faveur de la grève, c'est que la loi 43 l'y oblige.

«Tous les professeurs et membres du personnel doivent se présenter à leur bureau comme si c'était une journée normale. C'est une loi et nous devons nous soumettre à cette loi», a indiqué Loreto Garrido, du service des communications du cégep Saint-Laurent.

Celle-ci précise que la situation est délicate puisque les étudiants ont voté pour une journée de grève alors qu'ils sont tenus par la loi d'assister à leur cours.

«On va évaluer la situation jeudi matin, a ajouté M^{me} Garrido. Si on considère qu'on peut continuer à offrir les services comme la loi le demande [en toute sécurité], on va continuer, mais on n'a pas l'intention d'appeler la police.»

Qu'est-ce que la loi 43?
C'est la loi concernant les conditions de travail dans le secteur public qui a forcé le retour au travail des employés du secteur public alors qu'ils menaçaient de faire la grève pour la signature de leur convention collective. Cette loi est floue, particulièrement où il est dit que «nul ne peut entraver le fonctionnement normal d'un établissement public». La Fédération des cégeps a produit un avis juridique sur la question, disant que la loi pouvait aussi s'appliquer aux mobilisations des associations étudiantes. Il y a possibilité d'injonction, de répression policière et d'amendes.

Pourquoi la direction du cégep de Saint-Laurent veut appliquer la loi 43 ce jeudi?
Les administrations n'apprécient jamais qu'une association étudiante fasse la grève et que les activités normales cessent. Il y a toujours eu un peu de répression, mais là, il y a un document qui leur permet de le faire.

Qu'en pense l'ASSÉ?
On revendique l'abolition de la loi depuis février. On fait cette revendication avec les travailleurs de l'éducation, parce qu'on considère que le droit de grève est



20 000 étudiants en grève

Plus de 300 étudiants de l'Université du Québec à Montréal ont marché autour de l'îlot Voyageur hier matin pour démontrer leur désapprobation au plan de redressement de l'institution et du même coup ils exigent que le gouvernement du Québec résorbe le déficit de l'UQAM et qu'il investisse suffisamment en éducation pour mettre fin au sous-financement chronique affectant l'ensemble des universités du Québec. Pour ces raisons, quelque 20 000 étudiants issus de cinq des sept associations facultaires de l'UQAM ont adopté un mandat de grève d'une semaine.

(JCG)

ASSÉ : La grève étudiante à l'UQÀM subit la répression policière – Lundi 12 novembre , à 15h42

Montréal, le 12 novembre 2007 – Les étudiants et étudiantes en grève de l'UQÀM ont subi la répression policière aujourd'hui après avoir manifesté leur mécontentement à Claude Corbo, recteur potentiel de l'Université. Alors que cinq des sept associations facultaires de l'UQÀM sont en grève du 12 au 16 novembre pour protester contre le plan de redressement imposé à l'institution et la hausse des frais de scolarité, la mobilisation étudiante s'accroît malgré la répression policière accrue contre les manifestants et manifestantes.

La journée avait pourtant bien commencé, avec une manifestation pacifique rassemblant plus de 400 personnes le matin et l'inauguration de l'Université populaire à Montréal (UPAM). Un piquetage s'est spontanément formé devant la salle de cours de Monsieur Corbo en début d'après-midi. Plusieurs dizaines de policiers sont alors intervenus pour disperser les manifestants et manifestantes. Une bousculade a eu lieu, et les policiers ont dû se replier hors de l'université où l'escouade antiémeute est alors intervenue pour disperser la foule. On dénombre trois arrestations pour l'instant, alors que de nombreuses personnes ont été victimes de la brutalité policière.

La semaine dernière, les associations facultaires étudiantes des sciences humaines, des arts, des lettres, langues et communications, science politique et droit et des sciences (représentant près de 20 000 étudiants et étudiantes) ont déclenché une grève d'une semaine contre le plan de redressement imposé à l'UQÀM. Cette

grève, reconductible dans certains cas, visait entre autres à libérer les membres de leur temps d'étude pour se consacrer à la mobilisation et à la réappropriation de nos établissements d'enseignement.

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), qui compte plus de 6 000 membres à l'UQÀM, dénonce activement la répression policière que subissent les étudiants et étudiantes uqamiennes. « Voilà dans quelle démocratie on vit : ceux et celles qui souhaitent défendre leurs idéaux doivent le faire au prix d'une brutalité policière croissante. La mobilisation étudiante est juste et renferme un projet social qui ne peut être réprimé dans la violence. » s'insurge Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications de l'ASSÉ et étudiant en grève de l'UQÀM.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

- 30 -

Renseignements :

Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications, (514) 835-2444

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110.

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

CNW : ASSÉ : Répression politique contre les associations étudiantes en grève – Lundi 12 novembre 2007, à 10h15

MONTREAL, le 12 nov. /CNW Telbec/ - Devant les mandats de grève votés par les associations étudiantes des cégeps de Drummondville, Saint-Laurent et Terrebonne, les administrations locales menacent d'appliquer la loi 43 aux étudiants et étudiantes. L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE) dénonce vivement cette attitude répressive et antidémocratique, conformément à sa revendication d'abolition de ladite loi. Les associations collégiales feront respecter les mandats de grève des assemblées générales dans le cadre du plan d'action en participant notamment à la manifestation nationale du 15 novembre.

Vendredi dernier, les administrations des cégeps de Saint-Laurent, Drummondville et Terrebonne ont produit un communiqué pour informer la communauté collégiale de leur intention de tout mettre en œuvre pour assurer le fonctionnement normal de leurs établissements d'enseignement. S'appuyant sur la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (loi 43), les admi-

nistrations menacent les associations étudiantes d'injonctions et d'intervention policière si celles-ci tentent de valoir leur droit à la grève.

L'ASSE dénonce l'attitude répressive des administrations collégiales, véritables courroies de transmission de l'autoritarisme gouvernemental en matière de mobilisation syndicale. L'association étudiante nationale revendique depuis février 2007 l'abolition totale de l'anti-démocratique loi 43 : "Le droit à la grève est reconnu internationalement et ne peut être entravé sous aucun prétexte : cette loi anti-syndicale adoptée sous bâillon est illégitime. Comment le Québec peut-il se targuer d'être une société démocratique si ceux et celles qui revendiquent une amélioration de leurs conditions de travail et d'études sont menacé-e-s de répression policière?" s'insurge Marie-Eve Ruel, Secrétaire aux affaires académiques.

Plusieurs administrations collégiales avaient menacé d'appliquer la loi 43 aux associations étudiantes lors de la grève d'une journée pour la manifestation du 29 mars dernier organisée par l'ASSE. Des lignes de piquetages massives avaient toutefois empêché toute répression institutionnelle, et ce, malgré la présence des forces policières aux cégeps de Maisonneuve et Saint-Laurent. "Nous ne plierons pas devant les menaces de l'administration : la grève aura lieu" avertit Eric Martin, porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Notons que malgré le menottage des syndicats locaux, concernés par la loi, la Fédération autonome du collégial (FAC) ainsi que la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ont manifesté leur appui à l'ASSE dans le dossier.

Rappelons que la loi 43 demeure extrêmement floue dans son libellé quant à son éventuelle application aux débrayages étudiants. Cette imprécision amenée par la Fédération des cégeps

n'intimide pas les associations étudiantes, lesquelles ne se sentent pas visées par la loi tant que le gouvernement n'aura pas clairement pris position sur le sujet. Cette loi a de plus été vivement dénoncée par le Bureau international du travail (BIT) de l'ONU en janvier dernier, ainsi que par l'ensemble des centrales syndicales québécoises.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSE regroupe actuellement plus de 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

Renseignements:

Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications, (514) 835-2444;

Bureau de l'ASSE: (514) 390-0110, www.asse-solidarite.qc.ca

LA PRESSE : Éditorial : Fiers de McGill, par André Pratte - Le dimanche 11 novembre 2007

Selon un classement établi par l'hebdomadaire britannique Times Higher Education Supplement (THES), l'Université McGill est la 12e meilleure au monde.

Cette étude, publiée la semaine dernière, indique que l'établissement montréalais se situe dans la même classe que certaines des plus prestigieuses universités américaines et anglaises, telles le Massachusetts Institute of Technology (MIT), l'Université de Chicago et le University College, de Londres.

Voilà une nouvelle occasion de se réjouir de la présence au Québec d'une maison d'enseignement et de recherche de si haut calibre.

Dans certains milieux, on considère l'Université McGill comme une institution étrangère. On l'a vu au cours du débat sur la construction des centres hospitaliers universitaires: plusieurs personnes ont soutenu que le gouvernement du Québec ne devrait pas autoriser le projet de McGill, sous prétexte qu'il s'agit d'une université de langue anglaise et que nombre des médecins qu'elle a formés pratiquent hors de la province.

Les données compilées par le THES montrent que c'est précisément grâce à son ouverture au monde que McGill figure au haut du palmarès. Bien branchée sur tous les continents, elle obtient une note parfaite auprès des 5100 universitaires de la planète interrogés par l'hebdomadaire.

McGill est, plus que n'importe quelle autre université québécoise, une institution internationale. À l'image des autres établissements de haut calibre, elle recrute beaucoup de ses professeurs et de ses étudiants à l'étranger. Montréal se trouve ainsi au cœur d'un ré-

seau, anglo-saxon et asiatique, qui lui échapperait si McGill n'avait pas pignon sur rue ici.

Bien sûr, ces palmarès sont très imparfaits et comportent une part d'arbitraire. Un autre classement international bien connu, l'Academic Ranking of World Universities, place McGill en position moins favorable (45e rang). Par ailleurs, ces évaluations semblent favoriser les universités de langue anglaise. L'Université de Montréal, notamment, ne mérite-t-elle pas mieux que le 93e rang que lui accorde le THES?

Un fait ressort clairement de ce type de classements: les meilleures universités sont celles qui jouissent de ressources financières considérables. Ce constat milite évidemment en faveur d'un financement public accru et, dans le cas du Québec, d'une contribution plus importante venant des étudiants. Toutefois, comme le souligne le responsable de l'étude britannique: «À notre époque, l'argent des contribuables ne peut pas acheter un réseau universitaire de niveau mondial.»

Si McGill a les moyens de concurrencer les universités américaines et anglaises, c'est parce qu'elle jouit de fonds d'origine privée beaucoup plus imposants que ceux dont disposent ses consœurs québécoises. Cette situation ne devrait pas susciter la jalousie. Le soutien fidèle et généreux qu'a accordé la bourgeoisie anglophone à McGill devrait plutôt être considéré comme un modèle à suivre.

Les gens d'affaires francophones sont de plus en plus nombreux à disposer des moyens leur permettant de consacrer des montants importants aux bonnes causes. Or il n'y a pas de cause aussi essentielle pour l'avenir du Québec que la formation universitaire.

LA PRESSE : Éditorial : Droits de scolarité: les ravages du gel, par Ariane Krol - - Le dimanche 11 novembre 2007

Plus de 18 000 étudiants de l'UQAM feront grève cette semaine. Ils protestent contre l'augmentation générale des frais de scolarité, et, surtout, contre le plan de redressement de leur université.

Leurs inquiétudes au sujet de l'avenir de l'institution sont légitimes, mais leur message risque de mal passer. Il est temps que les étudiants réalisent qu'en s'opposant systématiquement à toute hausse de leur contribution, ils participent à ce sous-financement qu'ils dénoncent à grands cris.

On a tendance à l'oublier, mais les droits de scolarité et les frais afférents ne représentent qu'une fraction de ce qu'il en coûte pour aller à l'université. C'est un choix qui entraîne beaucoup d'autres dépenses (livres, matériel scolaire, logement dans bien des cas) et d'importantes conséquences financières - perte de revenus pour ceux qui ne travaillent pas à temps plein durant leurs études, endettement, etc. Ce sont tous ces facteurs, et non les seuls frais exigés par l'institution, que les gens prennent en considération avant de décider, ou non, d'entreprendre ce genre d'études.

Tous ces facteurs sont influencés par le coût de la vie. Pourquoi les frais universitaires ne devraient-ils pas refléter cette réalité? Parce que c'est le seul poste de dépense sur lequel la clientèle peut faire pression? Le calcul est aussi absurde qu'irresponsable. Les dépenses des universités augmentent comme celles de n'importe quel organisme. En refusant que leur facture soit ajustée en conséquence, les étudiants ont le même réflexe puéril que l'État lorsqu'il ne finance pas suffisamment l'enseignement: ils nient la réalité. Mais la réalité, comme on le voit à l'UQAM, finit toujours par nous rattraper.

Il n'est pas étonnant que les étudiants de cet établissement soient davantage mobilisés. En plus d'augmenter les droits de scolarité comme les autres universités, l'UQAM majore ses frais afférents de 160\$ cette année. Ils seront donc presque deux fois plus élevés que l'an dernier. Mais si la marche est aujourd'hui aussi haute, c'est encore une fois à cause de cette exécrable culture du gel.

Depuis 1994, ces frais qui aident à financer une panoplie de services ont plus que doublé dans les universités québécoises. L'UQAM



est l'une des seules à ne pas y avoir touché, préférant se serrer la ceinture plutôt que d'alourdir le fardeau financier de sa clientèle. Aujourd'hui, elle ne peut plus se le permettre. Et le résultat, au bout du compte, n'est pas très équitable puisqu'une seule cohorte se voit assener une hausse qui aurait dû être étalée sur les promotions précédentes. Depuis les années 90, la plupart des leaders étudiants se sont systématiquement opposés à toute hausse des frais de scolarité.

Cela a-t-il incité Québec à financer davantage les universités? Non. Le seul message qu'ils ont réussi à faire passer, et qui a trop longtemps été écouté, c'est qu'il ne fallait pas toucher à leur portefeuille.

Si les grévistes de l'UQAM se préoccupent sincèrement de l'avenir de leur institution, ils doivent trouver un autre cheval de bataille.

LE SOLEIL : Laval offrira plus de cours en anglais - Le samedi 10 novembre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

La faculté d'administration de l'Université Laval offrira plus de cours en anglais pour répondre à la demande de ses étudiants étrangers comme de ses «locaux».

«Nos diplômés devront comprendre les différentes cultures et parler couramment la langue internationale des affaires, l'anglais, affirmait le doyen de la faculté, Robert W. Mantha, lors de l'inauguration il y a quelques semaines du Centre des activités internationales. Par conséquent, nous allons offrir dorénavant de plus en plus de cours en anglais.»

La faculté d'administration offre 16 cours en anglais sur les 200 au programme chaque année pour les étudiants de premier cycle.

C'est surtout à la maîtrise, où il y a seulement deux cours en anglais, qu'il faut augmenter l'offre, indique le doyen Robert W. Mantha.

Pour s'exercer

Les étudiants réclament des cours dans la langue de Shakespeare afin de pouvoir s'exercer — les occasions sont rares à Québec, fait remarquer le doyen — et aussi pour se familiariser avec la terminologie du marketing, de la finance, qui est essentiellement anglaise.

De plus, si elle veut permettre à ses étudiants de faire des échanges dans des écoles de gestion internationales, l'Université Laval

doit accueillir des étudiants étrangers. «En offrant des cours en anglais, ça nous permet d'accueillir plus d'étudiants comme les Scandinaves, dont l'anglais est la deuxième langue», explique M. Mantha.

L'organisme Impératif Français, voué à la défense de la langue française, est outré de voir le plus ancien établissement d'enseignement francophone d'Amérique du Nord «poursuivre ainsi son anglicisation», dit-il. «Le culte du tout-anglais fait des ravages même dans les hautes sphères de notre société grâce à la collaboration de certains doyens qui se comportent en gourous!», s'exclamait Jean-Paul Perreault, président d'Impératif Français.

La faculté d'administration ne remet nullement en question la politique d'usage du français, qui stipule notamment que «l'Université Laval s'assure de l'utilisation d'un français de qualité qu'elle valorise et dont elle fait la promotion dans toutes ses sphères d'activité».

«On n'enlève rien au caractère français de l'Université, dit le doyen Robert W. Mantha. On rajoute des éléments dans la boîte à outils des étudiants.»

Lors d'un petit sondage effectué par le doyen, 59 professeurs d'administration se sont dits prêts à donner des cours en anglais. La faculté envisage d'offrir un programme trilingue.

LE DEVOIR : En bref - D'autres étudiants en grève - Édition du vendredi 09 novembre 2007

Devoir Le

L'Association des étudiants du secteur des sciences de l'Université du Québec à Montréal entrera à son tour dans le bal de la grève uqamienne qui battra son plein la semaine prochaine.

Cela porte le nombre d'étudiants qui seront en grève lundi à environ 20 000. En assemblée générale hier, les étudiants en sciences ont voté en faveur d'un mandat de grève d'une semaine. Contrairement à la plupart des autres associations facultaires de l'UQAM,

les étudiants en sciences ont toutefois précisé qu'il n'était pas question de reconduire la grève au-delà de la semaine du 12 au 16 novembre. Les étudiants de l'UQAM protestent contre la mise en oeuvre du plan de redressement de l'institution et réclament que Québec renfloue les coffres de l'université. Ils s'opposent également à la hausse des droits de scolarité et demandent l'augmentation générale du financement des universités.

LE SOLEIL : Déficit de 50 000\$ pour la CADEUL - Le vendredi 09 novembre 2007

Matthieu Boivin, Le Soleil, Québec

La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) a enregistré un déficit de 50 000 \$ pour son exercice financier 2006-2007 qui s'est terminé le 30 avril dernier. Ce manque à gagner pourrait grossir encore si les étudiants refusent de majorer de 6,50 \$ à 10 \$ la cotisation qu'ils versent à la CADEUL au début de chaque session, avance son président, Julien du Tremblay.

Selon ce dernier, la CADEUL a fait face à des augmentations de coûts importantes au cours des dernières années afin de payer sa vingtaine d'employés permanents qui perçoivent annuellement des émoluments et avantages sociaux de 500 000 \$. Des employés supplémentaires ont dû être engagés afin d'assurer le suivi sur les quelque 400 plaintes qui sont déposées annuellement à la CADEUL par des étudiants qui disent être lésés par leurs professeurs ou par les dirigeants de leur programme d'études. L'inflation du coût des services dont a besoin la CADEUL pour remplir sa mission — téléphone, Internet, informatique, etc. — a aussi aidé à provoquer ce déficit de 50 000 \$.

De plus, la CADEUL s'est désaffiliée de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) en 2005, ce qui fait que certains déboursés qui étaient assurés par la FEUQ auparavant doivent maintenant être payés par la CADEUL.

«Après la désaffiliation de la FEUQ, la CADEUL a dû engager un chercheur, un attaché politique et assurer elle-même sa représentation politique au niveau national, explique M. du Tremblay. Tous ces services étaient offerts par la FEUQ et comme nous avons dû prendre le relais, nous devons maintenant payer pour tous ces coûts.»

M. du Tremblay assure que la seule façon de solidifier les finances de son organisation est la majoration à 10 \$ des cotisations étudiantes; elles qui sont plafonnées à 6,50 \$ depuis plus de 10 ans. L'an dernier, la CADEUL a reçu quelque 625 000 \$ en cotisations des étudiants de l'Université Laval.

«Si le référendum qui se tiendra à la fin novembre et qui vise l'augmentation des cotisations est rejeté par les étudiants, nous devons réduire encore les services dispensés à notre clientèle et peut-être congédier des employés», prévient-il.

Et pour ceux qui pourraient penser que les importantes rénovations effectuées au Pub de l'Université ont provoqué ce déficit de 50 000 \$, M. du Tremblay jure qu'ils se trompent. «Le Pub s'autofinance et ne bénéficie pas de l'argent versé par les étudiants sous forme de cotisations», jure-t-il.

24 HEURES : À l'UQAM la semaine prochaine : 15 000 étudiants seront en grève – Vendredi 09 novembre 2007

■ À L'UQAM LA SEMAINE PROCHAINE

15 000 étudiants seront en grève

Au moins 15 000 étudiants de quatre associations étudiantes de l'Université du Québec à Montréal seront en grève la semaine prochaine. Ils ont voté en faveur d'un débrayage pour protester à la fois contre la hausse des droits de scolarité et contre le plan de redressement de l'UQAM présenté par l'institution.

Les étudiants en sciences humaines (AFESH), en arts (AFEA), en lettres, langues et communications (AFELLC), ainsi qu'en sciences politiques et en droit (AFESPED) délaisseront les salles de cours. L'AFESH a voté en faveur d'une grève illimitée, l'AFEA est en grève jusqu'à vendredi prochain et les deux autres associations ont voté pour une grève d'une semaine à compter de lundi prochain.

Les grèves de chaque association pourraient être prolongées et une cinquième association, sur les sept que compte l'UQAM,

pourrait grossir les rangs des grévistes. Il s'agit des 3200 étudiants inscrits aux programmes de sciences (AESS).

Les étudiants en grève demandent au gouvernement du Québec d'éponger la dette de l'UQAM et de financer adéquatement l'université. L'AFESH rappelle qu'en plus de la récente hausse des droits de scolarité, les étudiants de l'UQAM ont subi une

hausse des frais afférents de 80 \$. L'association dénonce aussi les frais de 300 \$ imposés par l'UQAM aux étudiants à la maîtrise et au doctorat qui ont besoin d'un semestre supplémentaire.

L'AFESH participera à une autre manifestation, celle de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) en faveur d'un réinvestissement public dans le réseau de l'éducation, le 15 novembre prochain.



PHOTO ARCHIVES

Il y a quelques semaines, les employés syndiqués de l'UQAM avaient manifesté face au scandale financier qui éclaboussait l'UQAM. (SRC)

RADIO-CANADA / MONTRÉAL – QUÉBEC – BAS-SAINT-LAURENT : Droits de scolarité : Des étudiants dénoncent le dégel - Mise à jour le jeudi 8 novembre 2007 à 9 h 55

Plus d'info

Nouvelles

[Frais d'université : Des hausses moins importantes](#)

Après quelques mois d'un calme relatif, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a lancé mercredi un mouvement d'opposition au dégel des droits de scolarité par le gouvernement de Jean Charest.

Des membres de la FECQ à Montréal, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, à Rivière-du-Loup, à Rimouski, en Beauce, à Saint-Hyacinthe et à Trois-Rivières organisent des manifestations et s'adressent à des députés pour dénoncer ce qu'ils appellent les incohérences du discours gouvernemental sur le financement de l'éducation postsecondaire.

Ces étudiants affirment que la hausse de 50 \$ par session des droits de scolarité est un poids financier supplémentaire qui ne garantit pas la qualité de l'éducation. De plus, ils soutiennent que les étudiants les plus pauvres ou provenant de la classe moyenne sont pénalisés en raison du refus de Québec de bonifier le régime d'aide financière aux études.

Les membres de la FECQ affirment que le dégel des droits pourrait entraîner une baisse considérable des inscriptions dans les cégeps et universités.

La Coalition des forces étudiantes nationales, une organisation appuyée par la FECQ, organise une grande manifestation à Mon-

tréal, le 22 novembre prochain. Plusieurs associations étudiantes demanderont à leurs membres de se prononcer sur une levée des cours en vue de cet événement.

Grève à l'UQAM

Par ailleurs, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) de l'UQAM a déclenché une grève illimitée, mercredi, pour dénoncer le plan de redressement de l'institution plongée dans une crise financière.

Quelque 5400 étudiants sont touchés par ce mouvement. L'association étudiante estime que les problèmes financiers de l'université menacent la qualité et l'accessibilité de l'enseignement.

Les étudiants en grève demandent au gouvernement du Québec d'éponger la dette de l'UQAM et de financer adéquatement l'université. L'AFESH rappelle qu'en plus de la récente hausse des droits de scolarité, les étudiants de l'UQAM ont subi une hausse des frais afférents de 80 \$. L'association dénonce aussi les frais de 300 \$ imposés par l'UQAM aux étudiants à la maîtrise et au doctorat qui ont besoin d'un semestre supplémentaire.

L'AFESH participera à une autre manifestation, celle de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante en faveur d'un réinvestissement public dans le réseau de l'éducation, le 15 novembre prochain. Les membres de l'AFESH se prononceront sur un possible renouvellement du mandat de grève, le 19 novembre.

LE DEVOIR : Vote de grève à l'UQAM - Édition du jeudi 08 novembre 2007

Clairandree Cauchy

Quatre des sept associations facultaires de l'Université du Québec à Montréal sont en grève ou le seront tout au long de la semaine prochaine pour protester contre le plan de redressement et exiger

que Québec renfloue l'établissement montréalais en particulier et le réseau universitaire en général.

À l'Association facultaire étudiante des sciences humaines, qui est entrée en grève mardi soir jusqu'au 16 novembre, se sont ajoutés



hier trois autres groupes étudiants, soit ceux des lettres, langues et communications, de science politique et droit et des arts. Les étudiants en sciences se prononceront quant à eux demain sur l'opportunité de déclencher une grève d'une semaine. La plupart de ces associations évalueront vendredi prochain la pertinence de reconduire leur mandat de grève.

La situation financière précaire figure au centre des revendications des étudiants uqamiens. «Nous voulons exprimer notre désapprobation au sujet de la démarche du plan de redressement dans laquelle s'est engagée la direction et exiger que le gouvernement résorbe en totalité le déficit de l'UQAM», explique la porte-parole de l'Association facultaire étudiante des lettres, langues et communications, Andréane Sabourin

Les grévistes tiendront une première manifestation lundi matin, sur le thème «L'UQAM dans la rue», et participeront à la manifestation nationale prévue le 15 novembre prochain à Montréal, sous l'égide de l'ASSE. Ils pourront également suivre des cours dans le cadre d'une «université populaire, accessible et gratuite» dispensés par des enseignants sympathisants et des étudiants aux cycles supérieurs.

Une autre manifestation nationale, organisée par la Coalition des forces étudiantes nationales, doit également avoir lieu à Montréal le 22 novembre prochain. Hier, des cégépiens membres de la Fédération étudiante collégiale (FECQ) ont d'ailleurs manifesté dans différentes régions.

LA PRESSE : Grève à l'UQAM la semaine prochaine - Le jeudi 08 nov 2007

Martin Croteau, La Presse

Au moins 15 000 étudiants de l'UQAM seront en grève la semaine prochaine. Quatre associations étudiantes ont voté en faveur de débrayages, hier, pour contester à la fois le plan de redressement présenté par l'institution et l'augmentation des droits de scolarité, annoncée plus tôt cette année par le gouvernement Charest.

Les étudiants en sciences humaines (AFESH), en arts (AFEA), en lettres, langues et communications (AFELLC), ainsi qu'en sciences politiques et en droit (AFESPED) s'absenteront tous des cours.

«En débrayant contre le plan de redressement, on débraie également contre l'augmentation des droits de scolarité, explique Christian Dumont, porte-parole de l'AFESPED, puisque les frais afférents ont été augmentés à l'UQAM la session dernière.»

Dans le cas de l'AFESH, la grève est immédiate et illimitée. L'AFEA a également débrayé sur-le-champ, jusqu'à vendredi prochain. Les deux autres associations désertent les salles de classe pour une semaine, à partir de lundi. Dans chaque cas, les membres pourront voter un prolongement de la grève.

Les rangs des grévistes pourraient grossir encore davantage, puisqu'une cinquième association se prononcera aujourd'hui sur un débrayage. Il s'agit des 3200 étudiants inscrits aux programmes de sciences (AESS). S'ils acceptent, plus de 18 000 étudiants prendront part au mouvement.

Seuls les étudiants en gestion et en éducation n'envisagent pas la grève.

Si cinq des sept associations de l'UQAM sont sur le sentier de la guerre, la situation est différente dans les autres établissements collégiaux et universitaires. Les tentatives de mobiliser la population étudiante contre la hausse des droits de scolarité battent de l'aile.

Lundi, les 265 étudiants en anthropologie de l'Université Laval ont mis fin à la grève qu'ils avaient entamée le 18 octobre. C'était la seule association au Québec à avoir débrayé contre le dégel des droits de scolarité. Et la très militante Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) a décidé de suspendre sa campagne en faveur d'une grève générale illimitée.

LE SOLEIL : Méfaits contre les étudiants anglophones de Laval - Le jeudi 08 novembre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Les étudiants anglophones de l'Université Laval seraient victimes d'anglo-bashing depuis quelques mois. Le dernier épisode : les exemplaires de leur journal recouverts de graffitis «Vive le Québec».

Désormais, la porte du local de la petite Association des programmes en études anglaises à Laval (APEAL) se verrouille tous les jours à 17h.

L'Association, qui regroupe 369 étudiants, pour la plupart anglophones, en a plus qu'assez des intrusions et du vandalisme dans son local.

Le matin du samedi 27 octobre, des gens seraient entrés dans le petit local du pavillon De Koninck. Selon Jonathan Tremblay, vice-président du Regroupement des associations étudiantes de la faculté des lettres, auquel l'APEAL est affiliée, les malfaiteurs ont barbouillé la soixantaine d'exemplaires du journal anglophone de l'Association, The Outrageous Escape, fraîchement imprimé, mais pas encore distribué.

Des phrases comme «Vive le Québec», «L'éducation pour tous» et «Au Québec on parle français, cal...» ont été écrites au feutre noir sur les exemplaires.

Sur l'un d'eux, on avait écrit «L'ASSE pour vous déniaiser». «À cause de ça, on se demande si le geste n'a pas été posé parce que l'APEAL a refusé de s'affilier à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante et a voté contre la grève sur le dégel des frais de scolarité», dit Jonathan Tremblay.

Le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais, nie tout lien entre ce méfait et son organisation. «C'est pas un geste très fort», commente-t-il, en ajoutant que ce n'est pas la première fois que des gestes radicaux sont faussement mis sur le dos de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

Avant l'épisode des journaux, le local de l'Association des programmes en études anglaises avait souvent été visité par des malfaiteurs, affirme Jonathan Tremblay. Ces gens se seraient amusés à effacer le grand tableau d'affichage des étudiants pour écrire des phrases comme «Vive le Québec libre» et «Rentrez chez vous».

À la fin de la session dernière, une cinquantaine d'autocollants ont été posés sur les murs du local. «C'est quelque chose qui dure depuis quelque temps, mais qui est plus intense récemment, constate Jonathan Tremblay. C'est vraiment plate.»

Malgré plusieurs tentatives, il a été impossible de parler aux gens de l'APEAL.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Mandat de grève à l'UQAM - Mise à jour: 08/11/2007 09:08

Jean-Philippe Pineault

Faisant bande à part, trois associations étudiantes de l'UQAM ont décidé de déclencher une grève pour dénoncer le dégel des frais de scolarité et la crise financière qui secoue l'établissement.

Reconnue pour être plus revendicatrice, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH) a obtenu un mandat de grève illimité de ses étudiants.

Quant aux membres de l'Association facultaire des étudiants en art et de l'Association facultaire des étudiants en lettres, langues et communications, ils n'iront pas à leurs cours pour une semaine, soit jusqu'au 19 novembre.

Leur mandat de grève pourrait cependant être reconduit pour une période plus longue.

«Le plan de redressement est tout simplement inacceptable! Il n'est pas question de laisser la qualité et l'accessibilité de l'UQAM

être hypothéquées», a lancé Alexandre Leduc, secrétaire de coordination à l'AFESH.

En tout, plus de 12 000 étudiants débraieront pour manifester leur mécontentement. Pendant le débrayage, les cours seront suspendus et devront être repris à la suite d'une entente avec les professeurs.

Le conflit étudiant qui s'amorce est circonscrit à l'UQAM. Bon nombre des associations étudiantes des réseaux collégial et universitaire n'ont pas réussi à mobiliser leurs troupes.

«Je ne pense pas que notre grève va passer inaperçue. Il y a une bonne masse d'étudiants à l'UQAM qui se sont mobilisés», affirme Valérie-Reine Marciel, attachée de presse de l'AFESH.

LENOUVELLISTE : Les étudiants de l'UQTR se mobilisent - Le jeudi 08 novembre 2007

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Les étudiants du Cégep de Trois-Rivières et de l'UQTR ont commencé à se mobiliser chacun à leur façon, hier, pour faire connaître leur opposition au dégel des droits de scolarité.

Cette mobilisation survient après que les deux associations étudiantes, l'AGEUQTR et l'AGECTR, aient pris conscience d'une étude réalisée par l'économiste Valérie Vierstraete de l'Université de Sherbrooke.

En étudiant ce document, dévoilé par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le 23 octobre, les deux organismes étudiants ont remarqué que l'économiste en arrive aux mêmes conclusions qu'eux à savoir que le dégel des frais de scolarité aura un incidence directe sur le nombre d'inscriptions.

Les deux associations étudiantes expliquent que si les droits de scolarité atteignent la moitié de la moyenne canadienne au Québec (ce qui arrivera dans deux ans, selon elles), 5787 étudiants ne pourront avoir accès à l'université.

Ce chiffre passerait à 12 957 étudiants si le gouvernement ne bonifie par l'Aide financière aux études et les déductions fiscales appropriées.

"Le gouvernement a-t-il les moyens de se passer de 13 000 étudiants?" demande Alexandre Gauthier, vice-président aux Affaires externes de l'AGEUQTR.

Ce dernier explique que le réseau de l'éducation est sous-financé de 700 millions \$. Or quand le dégel sera complet d'ici cinq ans, dit-il, les économies ne seront que de 100 millions pour le gouvernement, plaide-t-il.

"Le salaire minimum n'est pas indexé et les bourses non plus", tient à préciser de son côté Sonia Palato, vice-présidente aux Affaires externes pour l'AGECTR. Les étudiants du Cégep y sont d'ailleurs allés d'une première manifestation, hier, en tenant une "parade de mendiants", du Cégep au boulevard Laviolette.

Du côté de l'UQTR, les étudiants prévoient une assemblée générale le 21 novembre, à midi et espèrent y voir 1000 étudiants.

Tant du côté du Cégep que de l'UQTR, les étudiants se sont aussi donné le mot pour téléphoner à leur député afin de le sensibiliser à cette question.

Selon l'AGEUQTR, l'étude qui révèle les impacts d'un dégel des droits de scolarité a été remis à la ministre Courchesne quelques jours avant qu'elle annonce officiellement le dégel des droits de scolarité, en juin dernier.

L'AGEUQTR rappelle que lors du dégel des droits de scolarité de 1989-1994, les étudiants ont vu leur facture passer de 547 \$ à 1668 \$. Une diminution de 6,7 % de l'effectif étudiants, entre 1993 et 1997, est alors survenue.

L'AGEUQTR ajoute que l'étude dont il est question ne tient même pas compte des autres frais, notamment des frais afférents qui viennent aggraver la situation.

MÉTRO : UQAM : Grève étudiante - Jeudi 08 novembre 2007

UQAM

Grève étudiante

ÉDUCATION. Les étudiants en sciences humaines de l'UQAM déclenchent une grève générale illimitée. Ils dénoncent le plan de redressement de l'université dont les finances sont dans le rouge. Comme plusieurs autres associations facultaires, la Faculté des sciences humaines s'est prononcée en faveur d'une grève entre le 12 et le 16 novembre. Les étudiants demandent que le gouvernement éponge la dette de l'UQAM et qu'il règle le problème de sous-financement. La direction indique que l'université reste ouverte et poursuit ses activités. **MATHIAS MARCHAL**

24 HEURES : Grève à l'UQAM - Jeudi 08 novembre 2007



GRÈVE À L'UQAM

Les étudiants du module de science politique de l'UQAM ont voté en faveur d'une grève de cinq jours. Ce débrayage aura lieu du 12 au 16 novembre et touchera 720 étudiants qui s'ajoutent aux 5300 étudiants de la Faculté des sciences humaines qui sont déjà en grève. Les étudiants s'opposent au plan de redressement des finances de l'institution. Ils réclament aussi la création de garderies sur le campus. (JCG)

LE QUOTIDIEN : ÎLE DE LA RÉUNION : Quatre cégeps à la recherche d'étudiants - Le mercredi 07 novembre 2007

Stéphane Bégin, Le Quotidien, Chicoutimi

Les quatre cégeps du Saguenay-Lac-Saint-Jean partent à la chasse aux étudiants dans l'île de la Réunion, qui se trouve dans l'océan Indien.

Pour une deuxième année consécutive, les représentants des quatre maisons d'enseignement régionales se rendent dans cette île qui compte parmi les départements d'outre-mer rattachés à la France.

Forts du succès enregistré en 2006 -29 étudiants se sont installés en septembre à Jonquière (15), à Chicoutimi (13) et à Saint-Félicien (1)-, les représentants régionaux souhaitent obtenir des résultats similaires au cours de l'année scolaire 2008-2009.

Le voyage de cette année se déroule du 8 au 23 novembre et s'inscrit dans le cadre de la mission officielle du ministère de l'Immigration du Québec. Cette initiative mobilise les quatre cégeps de



la région, mais aussi 15 autres cégeps et deux universités québécoises.

"Mais le projet de recrutement international ne s'adresse qu'aux cégeps des régions. À notre première mission, la région a réussi à attirer 29 étudiants de cette île française.

Les étudiants peuvent s'inscrire dans plusieurs programmes, à l'exception de ceux qui sont contingentés. Ça évite ainsi d'enlever des places aux étudiants québécois", précise Johnny Gauthier, conseiller en orientation au cégep de Chicoutimi.

Ainsi, les étudiants ne peuvent suivre le cours d'ATM au cégep de Jonquière, de techniques policières à Alma ou de pilotage à Chicoutimi.

Ils choisissent un programme de trois années et ils ne peuvent changer de branche durant leur séjour. S'ils veulent demeurer une quatrième année, les étudiants ont besoin de l'approbation de leur gouvernement et ils défraient eux-mêmes les coûts de cette année supplémentaire.

Une chance

L'île de la Réunion, qui est environ une fois et demie plus grande que le Saguenay-Lac-Saint-Jean, abrite 700 000 citoyens, dont 40 pour cent ont moins de 25 ans. Le gouvernement local veut donc donner la chance aux jeunes de pouvoir étudier à l'étranger.

"Ça ne coûte absolument rien au gouvernement du Québec. Les dirigeants de l'île versent une somme de 1000 \$ mensuellement aux étudiants. Cette aide leur est donnée durant trois années et permet de payer les billets d'avion, l'hébergement et la nourriture.

"L'avantage pour les cégeps tient au fait qu'ils reçoivent la subvention annuelle reliée au nombre d'étudiants. Ça permet d'augmenter nos effectifs", note M. Gauthier.

Les jeunes inscrits au cégep de Chicoutimi ont reçu un accueil attentif à leur arrivée. Les gens du cégep ont vu à leur fournir un peu de nourriture, leur ont donné des vêtements et leur ont montré comment ouvrir un compte bancaire.

Les jeunes de l'île de la Réunion, située à environ 700 kilomètres de Madagascar et à 200 km de l'île Maurice, se retrouvent loin de leur famille et sont habitués à vivre sous des conditions tropicales.

LE SOLEIL : Fin de la grève des étudiants en anthropologie - Le mardi 06 novembre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Les 265 étudiants en anthropologie de l'Université Laval ont mis fin lundi à leur grève générale illimitée, entamée le 18 octobre. L'association étudiante d'anthropologie était la première — et la seule au Québec — à avoir fait la grève contre le dégel des droits de scolarité et pour la gratuité scolaire.

Les étudiants ont aussi voté hier en faveur d'une grève de trois jours, du 14 au 16 novembre, pour participer à Montréal aux journées nationales de mobilisation organisées par l'ASSE, l'aile plus radicale du mouvement étudiant. Huit autres associations étudiantes de Laval, soit 2000 étudiants, devraient aussi se rendre dans la métropole à la mi-novembre. La grève générale illimitée pourra être reprise à l'hiver, précise Moïse Marcoux-Chabot, selon les décisions du mouvement national.

LA TRIBUNE : Les étudiants veulent des bourses d'études municipales - Le mardi 06 novembre 2007

David Bombardier, La Tribune, SHERBROOKE

Les étudiants demandent à la Ville de Sherbrooke de créer des bourses d'études municipales. La Ville accorde déjà à ses artistes des bourses annuelles totalisant plusieurs milliers de dollars.

Elle devrait faire de même pour ses étudiants, croit le Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS).

Dans le cadre du Sommet de Sherbrooke, le REMDUS a regroupé plusieurs associations étudiantes de Sherbrooke afin de faire valoir certaines revendications des jeunes sherbrookoïses.

La création de bourses d'études municipales en fait partie.

Le conseiller aux affaires locales du REMDUS, Guillaume Rousseau, s'est présenté devant les élus, lundi soir, afin d'exiger publiquement de telles bourses.

Le REMDUS recommande la création de deux bourses de 5000 \$ pour une année pour les étudiants à la maîtrise et de deux bourses de 8000 \$ par année pour trois ans pour les étudiants au doctorat. Quatre bourses seraient distribuées chaque année par la Ville. Le nouveau programme coûterait 26 000 \$ lors de la première année.

En guise de comparaison, la Ville a remis 29 500 \$ à 19 artistes, en 2006, dans le cadre de son programme de bourses aux artistes et artisans d'art ambassadeurs ou en émergence.

Ces nouvelles bourses d'études municipales financeraient uniquement des recherches liées à des enjeux vécus dans la région sherbrookoïse. Une étudiante en biologie qui s'intéresse aux cyanobactéries pourrait ainsi être subventionnée par la Ville de Sherbrooke, propose le REMDUS.

« Notre objectif n'est pas de quêter de l'argent, assure Guillaume Rousseau. Il s'agit plutôt de financer des recherches utiles pour la communauté sherbrookoïse. Ça s'inscrit dans les objectifs du Sommet de Sherbrooke et ça permettrait de mieux brancher les étudiants sur la communauté tout en favorisant leur rétention. »

Le REMDUS dit avoir obtenu l'appui de quelques élus et du comité Sherbrooke, ville étudiante, présidé par Jean-François Rouleau. « Il semble toutefois y avoir un blocage à la mairie », déplore Guillaume Rousseau.

En réponse à la demande du REMDUS, lundi, le maire Jean Perreault a rappelé que la Ville participe déjà à la campagne Ensemble, qui vise à financer l'Université de Sherbrooke, le Séminaire de Sherbrooke, le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, le Centre de santé et des services sociaux et l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke.

LA TRIBUNE : La hausse des droits de scolarité ferait fuir les étudiants, selon la FEUQ - Le mardi 06 novembre 2007

Isabelle Pion, La Tribune, SHERBROOKE

Au moins 8500 étudiants quitteraient l'université si les droits de scolarité étaient indexés de 5 % par année.

C'est l'une des conclusions qui ressort d'[une étude réalisée par la Fédération étudiante universitaire du Québec \(FEUQ\)](#), destinée à relancer le débat autour de l'avenir de l'éducation supérieure au Québec.

Intitulé «Mémoire pour un nouveau pacte en éducation universitaire», le document sera présenté aux 16 associations régionales de la FEUQ, qui devra ensuite adopter une position.

Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, un ancien étudiant de l'Université de Sherbrooke, s'est arrêté à Sherbrooke mardi.

Réalisé par une équipe de recherche de la FEUQ et par des collaborateurs externes, le mémoire se penche sur des modèles de

contribution étudiante au financement des universités: la gratuité scolaire, l'indexation des frais et deux modèles alternatifs à l'imposition des frais de scolarité, soient le remboursement proportionnel au revenu et l'impôt postuniversitaire.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Retour sur les bancs d'école - Mise à jour le lundi 5 novembre 2007 à 17 h 25

Les 265 étudiants en anthropologie de l'Université Laval mettent fin à la grève déclenchée le 18 octobre dernier. Ils retourneront sur les bancs d'école dès mardi, mais ils emboîteront le pas au mouvement national qui prévoit trois jours de débrayage, les 14, 15 et 16 novembre. Les étudiants s'opposent à la décision du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité dès cet automne, une hausse de 30 % sur 5 ans.

Bien que d'autres groupes étudiants du Québec, tous membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), aient également envisagé l'idée de déclencher la grève, l'association des étudiants en anthropologie a été la première, et la seule, à mettre ce plan à exécution.

LE DEVOIR : La FEUQ sort ses propres chiffres - Édition du samedi 03 et du dimanche 04 novembre 2007

La Presse canadienne
Lasse de n'entendre parler que de hausses des droits de scolarité, la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) vient de publier une recherche se penchant sur les effets des différentes formes de contribution étudiante [Dans cette recherche](#), qui traite notamment d'imputabilité des universités, du manque de professeurs et du manque de financement fédéral, la FEUQ part du principe que le sous-financement des universités, estimé à 400 millions de dollars, ne se réglera pas par la hausse déjà amorcée des droits de scolarité. Ces frais seront haussés de 100 \$ par année pendant cinq ans. «Les jeunes sont écoeurés de voir que, année après année, élection après élection, il n'y a absolument rien qui se passe au Québec en éducation postsecondaire. Depuis la fin des années 1980, il y a toujours eu un débat non résolu au Québec sur comment bien financer l'éducation postsecondaire», a soutenu le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, au cours d'une rencontre avec la presse, hier à Montréal.

La FEUQ a donc commandé une recherche, qui se penche sur quatre scénarios de contribution étudiante: la gratuité scolaire, l'indexation des droits de scolarité, le remboursement de la dette étudiante proportionnellement au revenu du diplômé et l'impôt postuniversitaire. La FEUQ a toutefois refusé, pour le moment, d'adopter un de ces scénarios, préférant d'abord lancer le débat au sein de ses 120 000 membres. Elle fera ensuite la promotion du point de vue que ses associations étudiantes membres auront choisi de privilégier. Le regroupement d'associations étudiantes concurrent, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), revendique déjà la gratuité scolaire. «Si les étudiants décident de promouvoir la gratuité scolaire, on va le faire», réplique M. Brady. Mais «je refuse de briser la démocratie en imposant des choses à 120 000 étudiants», qui doivent d'abord se prononcer sur les scénarios étudiés.

LA PRESSE : Droits de scolarité: la FEUQ ouvre la voie au compromis - Le samedi 03 novembre 2007

Catherine Handfield, La Presse
Après avoir défendu pendant 15 ans le gel des droits de scolarité, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) s'ouvre au changement. Elle a proposé hier quatre scénarios de contribution étudiante au financement des universités et adoptera une nouvelle position cet hiver, après avoir consulté ses membres.
«La hausse actuelle des frais de scolarité n'est pas une solution, et nous croyons bon de trouver un projet porteur pour le Québec», a indiqué hier le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady. La Fédération étudiante prône le gel depuis 1992, deux ans avant la décision gouvernementale de stabiliser les droits de scolarité. [La recherche présentée](#) hier a été réalisée par l'équipe de recherche de la FEUQ et des collaborateurs externes. Intitulée Mémoire pour un nouveau pacte en éducation universitaire, elle fait état de différents modes de contribution étudiante. On voit d'abord la gratuité scolaire et l'indexation des frais. Deux solutions de rechange sont ensuite abordées: le remboursement proportionnel au revenu et l'impôt post-universitaire. Les droits de scolarité seraient abolis dans les deux derniers modèles. Dans le premier, l'étudiant rembourserait ses droits de scolarité après l'obtention de son diplôme. Dans le second, les diplômés verseraient toute leur vie une cotisation s'ajoutant à l'impôt sur le revenu.

Le retour du gel des droits de scolarité n'est pas exclu, bien au contraire. «Ça se peut très bien qu'on revienne à cette position, et c'est dans cette optique qu'on se mobilise», a dit Jean-Patrick Brady. «Les cinq modèles possèdent leur lot d'avantages et d'inconvénients, et nous devons en débattre», a poursuivi M. Brady. Dès la semaine prochaine, les membres de l'exécutif entameront une tournée régionale auprès des 16 associations membres pour présenter le mémoire. Chacune sera invitée à prendre une position pour la présenter au congrès de la FEUQ de la fin de janvier. Un vote sera alors tenu. Outre les modes de contribution étudiante, la recherche dresse un portrait de la qualité de l'éducation universitaire et du financement des universités. La FEUQ, qui représente 120 000 membres, y maintient l'urgence d'un réinvestissement gouvernemental en éducation post secondaire. «Les revenus supplémentaires du dégel représentent 75 millions en cinq ans. Mais le sous-financement est estimé à 400 millions», a réitéré M. Brady. Rappelons que le ministère de l'Éducation a aussi présenté un document d'analyse la semaine dernière où différents scénarios économiques étaient analysés. La FEUQ avait accusé le gouvernement de faire preuve d'«arrogance» dans sa façon d'interpréter le rapport, qui établissait qu'un dégel des droits de scolarité ferait diminuer les inscriptions à l'université.

CYBERPRESSE : La FEUQ sort sa recherche sur les contributions étudiantes - Le vendredi 02 novembre 2007

Lia Lévesque, Presse Canadienne, Montréal

Lasse de n'entendre parler que de hausse des droits de scolarité, la Fédération étudiante universitaire vient de publier une recherche se penchant sur les effets des différentes formes de contribution étudiante.

Dans cette recherche, qui traite notamment d'imputabilité des universités, du manque de professeurs et du manque de financement fédéral, la FEUQ part du principe que le sous-financement des universités, estimé à 400 millions \$, ne se réglera pas par la hausse déjà amorcée des droits de scolarité. Ces frais seront haussés de 100 \$ par année pendant 5 ans.

«Les jeunes sont écoeurés de voir qu'année après année, élection après élection, il y a absolument rien qui se passe au Québec en éducation postsecondaire. Depuis la fin des années 1980, il y a toujours eu un débat non résolu au Québec sur comment bien financer l'éducation postsecondaire», a soutenu le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, au cours d'une rencontre avec la presse, vendredi à Montréal.

La FEUQ a donc commandé une recherche qui se penche sur quatre scénarios de contribution étudiante: la gratuité scolaire, l'indexation des droits de scolarité, le remboursement de la dette

étudiante proportionnellement au revenu du diplômé et l'impôt post-universitaire.

La FEUQ s'est toutefois refusé, pour le moment, d'adopter un de ces scénarios, préférant d'abord lancer le débat au sein de ses 120 000 membres. Elle fera ensuite la promotion du point de vue que ses associations étudiantes membres auront choisi de privilégier.

Le regroupement d'associations étudiantes concurrent, l'ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) revendique déjà la gratuité scolaire.

«Si les étudiants décident de promouvoir la gratuité scolaire, on va le faire», réplique M. Brady. Mais «je refuse de briser la démocratie en imposant des choses à 120 000 étudiants», qui doivent d'abord se prononcer sur les scénarios étudiés.

Parmi les hypothèses étudiées dans la recherche réalisée pour le compte de la FEUQ, celle d'une hausse de 5 pour cent par année des droits de scolarité se traduirait par le départ de 8677 étudiants d'ici 10 ans.

La FEUQ revendique depuis des mois la création d'une commission parlementaire itinérante sur l'accessibilité à l'éducation postsecondaire, son financement et sa gestion.

LE DEVOIR : En bref - Pas d'armée dans mon cégep - Édition du jeudi 01 novembre 2007

La Presse canadienne

Québec -- Des étudiants du Cégep de Sainte-Foy, à Québec, ont manifesté pacifiquement hier pour s'opposer au recrutement militaire dans leur établissement.

Ils ont temporairement empêché l'accès à un kiosque des Forces armées canadiennes, dans le cadre d'une campagne nationale d'opposition au recrutement militaire dans les écoles. Un porte-

parole de l'association étudiante a indiqué qu'il n'était pas adéquat de faire du recrutement militaire dans un milieu scolaire. Un porte-parole militaire a souligné que les manifestants avaient exercé leur liberté d'expression de façon respectueuse. Il a fait valoir que les Forces armées s'étaient rendues au cégep à l'invitation de l'établissement, précisant que le seul objectif était d'y faire la promotion des programmes universitaires offerts au collège militaire.

LA PRESSE : Régime d'aide financière aux études : des fuites de 5 millions par an - Le jeudi 01 novembre 2007

Denis Lessard, La Presse, Québec

Le régime d'aide financière aux études administré par le ministère de l'Éducation est un panier percé d'où s'échappent, chaque année, plus de 5 millions de fonds publics.

Ce constat, parmi d'autres, est fait par le Vérificateur général du Québec, dans le premier tome de son rapport 2007-2008 déposé aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

Relancée hier par La Presse, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est contentée de préciser que des «correctifs étaient déjà en voie d'être adoptés», à la demande du vérificateur général, Renaud Lachance, une réponse qu'elle donnera aujourd'hui, promet-elle.

Autre constat du vérificateur Lachance: les indemnités de départ versées aux cadres du Centre de recherche industrielle du Québec excèdent les normes. Plus de 250 000\$ ont été versés en trop depuis six ans, en majeure partie sous l'administration du Parti québécois.

Le Vérificateur général se penche aussi sur les problèmes sérieux de la Financière agricole, coincée comme la Caisse de dépôt et placement par la dévaluation des papiers commerciaux. Même avant l'apparition de ce problème, la Financière naviguait vers un déficit dépassant largement les 100 millions.

Appel à l'aide

Par ailleurs, l'Action démocratique du Québec a appelé M. Lachance à l'aide hier, dans un autre dossier de gaspillage de fonds publics. Clairement aiguillonnés par le sondage CROP montrant qu'ils avaient perdu des plumes depuis septembre, Mario Dumont et son

lieutenant Gilles Taillon ont réclamé que le Vérificateur général se prononce sur la façon dont le gouvernement Charest avait géré les ententes d'infrastructures avec Ottawa. Les 556 millions qu'on a «laissés dormir à Ottawa», depuis 2001, représentent 100 millions en factures d'intérêts pour Québec, qui a amorcé les travaux routiers avant d'avoir les fonds. Selon Mario Dumont, le gouvernement Charest devrait envoyer cette facture à Ottawa.

Déjà en contact quotidien avec le Vérificateur pour préparer la revue de la comptabilité du gouvernement, Monique Jérôme-Forget a soutenu «ne pas avoir de crainte à voir le vérificateur une journée de plus».

Prêts et bourses

Dans le dossier des prêts et bourses, le vérificateur Lachance fait 16 recommandations au ministère de l'Éducation, mais reconnaît d'emblée que, compte tenu du système de contrôle des prêts et bourses, il est impossible de prétendre récupérer absolument toutes les sommes versées en trop, a-t-on appris. Mais sur les 53 millions que récupère chaque année le gouvernement en bourses ou prêts versés en trop, échapper 4 ou 5 millions chaque année nécessite toutefois que l'on redresse la barre.

L'aide financière aux études représente un débours de 402 millions pour Québec selon les derniers crédits adoptés à l'Assemblée nationale. Il faut ajouter 400 millions en bourses, que garantit Québec auprès des banques. Sur 800 millions, il s'agit donc d'une perte de 0,5% des sommes versées, mais de 10% des fonds à récupérer chaque année. Québec depuis longtemps fait des pieds et des mains pour économiser les fonds qu'il consent à ce régime

d'aide et la non-indexation des dépenses admises aux régimes lui a permis d'économiser 71 millions depuis 2003. La décision de hausser de 50\$ par semestre les droits de scolarité pour les étudiants à l'université a incité Québec à augmenter de 31 millions, à compter de l'an prochain son programme d'aide financière aux études.

Les étudiants dans leur demande d'assistance financière doivent fournir une estimation des revenus qu'ils auront en cours d'année. Or, dans bien des cas, ces revenus varient énormément d'une année à l'autre et les étudiants ont naturellement tendance à sous-estimer leurs revenus pour avoir davantage d'aide. Le gouvernement revient à la charge trois fois par année, auprès des étudiants, pour vérifier les gains réels. Mais encore là, dans bien

des cas, le ministère de l'Éducation reçoit des déclarations partielles. Au ministère de l'Éducation, on est favorable au maintien de ces vérifications à tous les trois mois.

Gestion de l'UQAM

Le Vérificateur divulgue aussi aujourd'hui son «rapport intérimaire» sur la gestion de l'Université du Québec à Montréal, une enquête enclenchée après le dérapage de l'îlot Voyageur, une aventure qui engloutira 200 millions de fonds publics. Il s'agit toutefois d'un rapport «intérimaire», qui ne contiendra pas ses recommandations. La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, déposera sous peu un projet de loi forçant les universités et les municipalités qui désirent emprunter pour d'importants projets d'investissement à obtenir, d'abord, l'aval de Québec.

MÉTRO : Opinion : Économie : La joke du Québec pauvre, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 1er novembre 2007



Économie
La joke du Québec pauvre

Léo-Paul Lauzon
titulaire de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM

Métro présente une tribune de Léo-Paul Lauzon, qui signe un texte dans cette page le premier jeudi de chaque mois.

Series: **S**erait-ce trop demander à certains de la gauche d'arrêter de minaiser le monde en colportant le mensonge du Québec pauvre? On pu capable d'entendre Pauline Marois nous scier que la priorité du Parti québécois sera la création de la richesse, de ne taper l'ineffable Alain Dubuc de La Presse nous répéter «Les Québécois sont nés pour un petit pain?», ou, le lucide Pierre Fortin nous clamer que le Québec est à feu et à sang. Des humoristes qui s'ignorent.

La richesse d'un pays ne rime pas toujours avec partage et services publics. Les États sont le pays le plus riche au monde, avec très peu de services publics, tout en étant le plus inégalitaire. Jamais les Québécois n'ont établi comme priorité la création de la richesse. Faut pas les prendre pour des valises.

Au contraire, l'an passé, selon un sondage Léger Marketing, le principal enjeu pour eux était la montée croissante de l'écart entre les riches et les pauvres et, cette

année, selon un sondage CROP, ils ont rejeté massivement les recettes des «lucides» axées sur la création de la richesse pour une minorité défrayée par le monde ordinaire par le biais des hausses des tarifs allant de l'électricité à l'éducation et passant par la privatisation de tous nos instruments collectifs.

L'année dernière, l'Institut de la statistique du Québec a dit que le produit intérieur brut (PIB) par habitant du Québec, arrivait au 20^e rang mondial sur 235 pays étudiés. On est aussi riche que l'Allemagne, la France et l'Italie. Selon Statistique Canada, la croissance du PIB réel par habitant entre 1993 et 2003 fut de 28 % au Québec, de 21 % en Ontario, de 16 % aux États-Unis et de 14 % en France. Cet organisme a aussi signalé que les Québécois se sont enrichis presque deux fois plus rapidement que les Ontariens ces cinq dernières années. Et, les Banques Royale et Scotia et le Conférence Board nous disent que la croissance du Québec continuera à dépasser l'Ontario.

Mais, ils continueront à vous servir leur cassette du Québec pauvre pour mieux vous imposer leurs politiques de droite. Ils tiennent à vous faire croire que, faute d'argent, il faut absolument que la classe moyenne accepte des baisses de salaire, des coupes et des tarifs accrus dans les services publics ainsi que des baisses d'impôts pour le gratin afin qu'ils puissent enfin créer de la richesse juste pour nous. Trop de bonté m'émeut. Ne soyons pas dupes de leurs entourloupes, le véritable problème est celui de la répartition de la richesse et non de sa création.

«On continue à servir la cassette du Québec pauvre pour imposer les politiques de droite.»

LE SOLEIL : Manif au cégep de Sainte-Foy sur la présence militaire en Afghanistan : Affrontement entre deux écoles de pensée – Jeudi 1er novembre 2007

MANIF AU CÉGEP DE SAINTE-FOY SUR LA PRÉSENCE MILITAIRE EN AFGHANISTAN

Affrontement entre deux écoles de pensée

Matthieu Boivin
mboivin@lesoleil.com

« Il y a juste les socialistes qui ont le droit de parler et de manifester au Cégep Sainte-Foy. Si on ne dit pas comme les socialistes, on se fait traiter de trou de cul et de capitaliste. »

Yannick Godbout était dans tous ses états, hier midi, en compagnie de quelques collègues d'école avec lesquels il partage des opinions plus favorables à la présence militaire canadienne en Afghanistan.

En marge d'une manifestation dénonçant la présence d'un stand de recrutement militaire au Cégep de Sainte-Foy, M. Godbout et ses amis ont décidé d'apporter leur grain de sel à ce débat en apposant une affiche sur laquelle on pouvait lire « Sapporions nos troupes » tout juste à côté de celle qui s'opposait à la guerre et au recrutement militaire chez les étudiants.

Quelques minutes plus tard, un manifestant contre la guerre en Afghanistan et contre la présence du stand de recrutement militaire au Cégep, Patrice Vachon, a retiré l'affiche « Sapporions nos troupes ». Une confrontation verbale s'est alors déclenchée entre M. Vachon et les auteurs de l'affiche qui a été censurée.

« Tu as beau ne pas être d'accord avec moi, mais j'ai quand même le droit de m'exprimer et de démontrer mon aggrès aux troupes, a fustigé Pierre-Olivier Tardif, étudiant au Cégep de Sainte-Foy. Tu le dois de respecter mon opinion. Je ne pense pas comme toi, et pourtant, je ne t'empêche pas de l'exprimer. »

Sous les feux de la rampe, le jeune Vachon a indiqué qu'il avait retiré l'affiche « parce qu'elle



À midi pile, une quinzaine d'étudiants se sont couchés sur le sol afin d'empêcher l'accès au stand de recrutement des Forces canadiennes. — PHOTO LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

n'avait pas été approuvée par l'association étudiante.

Après avoir exposé tous ses arguments, M. Vachon a reconnu « avoir mal réfléchi » en enlevant l'affiche « Sapporions nos troupes ».

Par ailleurs, un porte-parole de l'Association étudiante du Cégep Sainte-Foy rappelle « qu'aucune affiche progressiste ou anti-guerre n'a été officiellement autorisée

pour affichage » par le regroupement étudiant.

MANIFESTATION PACIFIQUE

À l'exception de cette prise de bec, la manifestation étudiante d'opposition au recrutement militaire dans les institutions d'enseignement postsecondaire s'est déroulée dans le calme et de manière pacifique. Hier midi, au Cégep de Sainte-Foy,

à midi pile, une quinzaine d'étudiants se sont couchés sur le sol afin d'empêcher l'accès au stand de recrutement des Forces canadiennes. En cette Journée d'Halloween, certains manifestants avaient profité de l'occasion pour se déguiser et avaient recouvert leur visage, leurs vêtements et leurs bras de peinture rouge. La manifestation, qui n'était

pas endossée par l'Association étudiante du Cégep de Sainte-Foy, aura duré une quinzaine de minutes. La présence des jeunes adultes étendus sur le sol a compliqué la circulation piétonne dans ce secteur, où plusieurs universités canadiennes avaient aussi installé un stand de recrutement en vue de la prochaine année scolaire.



UQAM Les étudiants manifestent



Des étudiants de l'Université du Québec à Montréal ont manifesté hier devant le pont Jacques-Cartier. Ils dénonçaient les coupures exigées par la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, qui ont pour but de redresser la situation financière de l'université. Les étudiants veulent que l'accessibilité et la qualité de l'enseignement ne soient pas affectées par ces décisions.

Reclutement

Pas dans ma cour

ARMÉE. Des étudiants du cégep de Sainte-Foy, à Québec, ont manifesté pacifiquement, hier, pour s'opposer au recrutement militaire dans leur établissement. Ils ont temporairement empêché l'accès à un kiosque des Forces armées canadiennes, dans le cadre d'une campagne nationale d'opposition au recrutement militaire dans les écoles. Un porte-parole de l'Association étudiante a indiqué qu'il n'était pas adéquat de faire du recrutement militaire dans un milieu scolaire.

LA PRESSE CANADIENNE

RADIO-CANADA / ESTRIE : Manifestation étudiante à Sherbrooke : Six étudiants arrêtés - mise à jour le mercredi 31 octobre 2007 à 19 h 10

Six étudiants de l'Université de Sherbrooke ont été arrêtés mercredi dans le cadre d'une manifestation pour dénoncer le dégel des droits de scolarité. Ils auraient tenté de bloquer la circulation à plusieurs reprises.

Selon Martin Carrier, du Service de police de Trois-Rivières, les étudiants ont été interceptés après avoir reçu de cinq à six avertissements.

Le président de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke, Nicolas Rousseau, estime de son côté que les policiers sont intervenus trop rapidement.

Les manifestants, qui étaient près d'une centaine, avaient quitté l'Université de Sherbrooke pour se rendre devant les bureaux du premier ministre Jean Charest. Une autre manifestation est prévue à Montréal le 22 novembre prochain.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Forces canadiennes : Des étudiants contre le recrutement - Mise à jour le mercredi 31 octobre 2007 à 14 h 25



Les étudiants s'opposent au recrutement de l'armée

Des étudiants perturbent les opérations de recrutement des Forces canadiennes, qui ont un kiosque au cégep de Sainte-Foy à l'occasion de la foire universitaire. Une vingtaine d'étudiants déguisés en soldats morts au combat sont étendus par terre, bloquant ainsi l'accès au kiosque d'in-

formation du Collège militaire de Kingston.

Les étudiants du comité de mobilisation des étudiants du cégep de Sainte-Foy distribuent des informations dénonçant les promesses qu'ils qualifient de trompeuses de l'armée. Ils estiment que les recruteurs ne parlent pas des vrais dangers de s'enrôler dans l'armée.

Une campagne nationale d'opposition au recrutement militaire dans les établissements d'enseignement a été lancée en août dernier.

Le Collège militaire répond qu'il est là, au même titre que les autres universités, pour offrir un choix éclairé aux étudiants. Un recruteur soutient que les étudiants sont informés des dangers de faire partie de l'armée.

CYBERPRESSE : Cégep de Ste-Foy: des étudiants s'opposent au recrutement de l'armée - Le mercredi 31 octobre 2007

La Presse Canadienne, Québec

Des étudiants entendent perturber les activités d'un kiosque des Forces armées canadiennes mercredi midi, au cégep de Sainte-Foy, à Québec, à l'occasion d'une campagne nationale d'opposition au recrutement militaire dans les établissements d'enseignement.

Les étudiants distribueront des informations dénonçant les promesses qu'ils qualifient de trompeuses de l'armée. Des débats prolongés entre des étudiants et les recruteurs auront lieu pour

que le kiosque de recrutement devienne inefficace, espèrent les jeunes.

La campagne a été lancée en août par le Centre de ressource sur la non-violence en partenariat avec des associations étudiantes de différentes régions. Les étudiants veulent ainsi informer les jeunes sur ce qu'ils appellent l'envers de la médaille d'une carrière de militaire et dénoncer les investissements militaires se produisant au détriment de l'accessibilité de l'éducation publique, à leur avis.

LA TRIBUNE : Les étudiants se déguisent pour rendre visite à Charest - Le mercredi 31 octobre 2007

Claude Plante, La Tribune, SHERBROOKE

Des étudiants descendent encore dans la rue pour dénoncer la hausse des frais de scolarité et se rendent au bureau de Sherbrooke de Jean Charest à la Place des congrès.

Des membres de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke tiennent une marche du campus de l'université vers les locaux du député de Sherbrooke, sur la rue King Ouest, mercredi.

La circulation pourrait être perturbée.

Cette manifestation sera de circonstance en cette journée d'Halloween, car les organisateurs l'ont baptisée «Déguise-toi en ministre».

Le tout s'est déroulé dans l'ordre, sauf si ce n'est de quelques arrestations pour ne pas avoir respecté des règles de sécurité.

LCN / : Montréal : Manifestation près du pont Jacques-Cartier - Mise à jour : Mercredi 31 octobre 2007, à 10:53

À Montréal, un groupe d'étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a manifesté à l'entrée du pont Jacques-Cartier ce matin.

Les manifestants ont déployé une grande banderole sur laquelle était écrit «Sauvons l'UQAM».

Cette manifestation survient à la veille du dépôt à l'Assemblée nationale du rapport du vérificateur général sur la situation financière de l'institution universitaire.

L'UQAM, qui a connu d'importants problèmes financiers, a présenté au gouvernement un plan de redressement comprenant d'importantes compressions. Les étudiants se disent en désaccord avec ce plan et dénoncent l'attitude du gouvernement face à la crise.

Le projet immobilier de l'Îlot Voyageur, situé au coin de rues Ontario et Berri, est la principale cause des déboires financiers de l'UQAM.

CNW : FEUQ - MAGEUQAC : Dégel des frais de scolarité: Les associations étudiantes du Saguenay Lac-St-Jean se joignent au combat et accentuent la pression - Mercredi 31 octobre 2007, à 11h04

SAGUENAY, QC, le 31 oct. /CNW Telbec/ - Les étudiants de la Coalition des associations étudiantes du Saguenay Lac-Saint-Jean (CAESL) sont entrés en force la nuit dernière dans la campagne d'opposition au dégel de Jean Charest. En moins de deux heures, des milliers de pancartes routières dénonçant le dégel ont été installées par des étudiants dans les villes de St-Félicien, Roberval, Alma, Jonquière, Chicoutimi et La Baie afin de conscientiser la population sur cet enjeu.

L'appel à la mobilisation est positif

Dans le cadre de l'appel à la gradation des moyens de pression lancée récemment par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégienne du Québec (FECQ), les associations de la région ont entamé des actions directes. "On sent vraiment le mécontentement général sur les campus. Les étudiants ne veulent rien savoir de ce dégel et on a reçu des mandats de réaliser plusieurs actions d'éclat", affirme Jean-

Michel Gauthier Robert, président de l'association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de Chicoutimi. Michael Bond, du cégep d'Alma, abonde dans le même sens "les étudiants ont dit non à la grève pour l'automne, mais sont tout de même en mobilisation croissante et veulent faire reculer Jean Charest. Ils savent qu'il faut plusieurs mois pour bâtir un rapport de force contre le gouvernement". La CAESL entend donc poursuivre ses efforts, forte de l'appui des étudiants.

La ministre met l'huile sur le feu

L'action de la nuit dernière, par sa rapidité et son éclat, n'est pas étrangère au nouvel outrage perpétré par la Ministre de l'éducation, qui a dévoilé la semaine dernière une étude confirmant que son dégel des frais de scolarité allait entraîner l'abandon de 6000 étudiants universitaire, soit 2,5% de la clientèle. Alors que le Québec traîne la patte en matière de fréquentation des universités, la ministre vient ici porter une atteinte grave à l'éducation et l'avenir de la nation. Le Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec à Chicoutimi (MAGEUQAC), qui tenait hier une assemblée générale spéciale sur la question du dégel, est catégorique sur la question : "nos membres ont été choqués de voir que la ministre possédait cette étude avant d'annoncer le dégel et qu'elle en connaissait donc les conséquences désastreuses pour l'éducation et l'économie. Ça a clairement mis le feu au poudre et la réponse c'est transformée en mobilisation enthousiaste", tonne Guillaume Dubreuil, président du MAGEUQAC. "Jean Charest doit faire le constat que ce dégel est mauvais et prendre des mesures pour régler la crise du sous-financement des institutions scolaires, ce pourquoi nous demandons une commission parlementaire itinérante sur la question. Tant que cette condition ne sera

pas remplie, nous n'aurons d'autres choix que d'augmenter la pression, comme en 2005 lors de la crise des prêts et bourses".

Un calendrier chargé

Les associations de la CAESL ont fixé un calendrier d'actions et entendent accentuer la pression, notamment par l'appui très majoritaire des étudiants dans les dernières assemblées générales.

Calendrier de campagne régionale

- **31 octobre** : Action spéciale des pancartes routières dénonçant le dégel
- **5 novembre** : Création d'un centre d'appel en incitant les étudiants à appeler leurs députés pour demander une commission parlementaire itinérante sur le financement de l'éducation postsecondaire
- **7 novembre** : Journée d'action régionale spécial. Rassemblement local
- **Semaine du 13 novembre** : Action surprise
- **22 novembre** : Participation massive à la manifestation nationale par l'envoi d'étudiants par autobus nolisés.

D'autres actions surprises seront organisées en vue de perturber certains événements tenus par le gouvernement libéral et ses représentants. Les médias en seront informés au moment opportun.

Les représentants de la CAESL, Guillaume Dubreuil, président du Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec à Chicoutimi et Jean-Michel Gauthier Robert, Président de l'Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Chicoutimi, sont disponibles pour entrevue.

Renseignements:

Frédéric Simard, attaché à l'exécutif, MAGEUQAC, (418) 545-5019, téléavertisseur: (418) 592-5505, cell.: (418) 815-6463